

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
SEPTEMBRE 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**CINQUIÈME RAPPORT D'AFFECTATION PTNUM - ADHÉSION GIE RESAH - AVENANT N° 1 ANNEXE
PROJET GERTRUDE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXES AU RAPPORT	9
Annexe 1 : Convention constitutive GIP Resah	10
Annexe 2 : Tarifs adhésions GIE RESAH	48
PROJET DE DÉLIBÉRATION	50
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	54
Annexe 1 : Avenant 1 annexe-projet GIII-AMEH - GERTRUDE	55
Annexe 2 : Protocole transactionnel CAP COLLECTIF	66
Annexe 3 : Protocole transactionnel CLOUD SOLUTIONS	74
Annexe 4 : Protocole transactionnel OPENDATASOFT	81
Annexe 5 : Protocole transactionnel OUTSCALE	89

EXPOSÉ DES MOTIFS

En application du règlement budgétaire et financier, il revient à la Commission Permanente d'affecter, de façon provisionnelle, les autorisations d'engagement et de programme ayant trait aux dépenses qui assurent le fonctionnement des assemblées, du cabinet et des services administratifs et notamment les dépenses liées aux Systèmes d'Information, à la SMART région et au développement numérique et des ENT des lycées.

Ces affectations permettront d'exécuter les dépenses d'investissement et de fonctionnement relevant des marchés et contrats qui sont actuellement en cours d'exécution ou de renouvellement et à venir. Elles sont proposées à hauteur de 100 % de la dotation du budget 2023 pour l'investissement et à hauteur de 100 % pour le fonctionnement, pour les Directions du PTNum.

Ainsi, pour les crédits de la Direction des systèmes d'information, Direction de la Donnée, et de la SMART-Services, il est proposé d'affecter un montant total en autorisation de programme de **1 967 000 €** et un montant total en autorisation d'engagement de **490 000 €**

Pour la transformation numérique des lycées, il est proposé au titre du présent rapport d'affecter un montant total de **17 450 000 €** en autorisation de programme.

D'autre part, le présent rapport a pour objet de vous demander de bien vouloir approuver l'avenant n°1 de l'annexe du projet GERTRUDE III-AMEH joint en annexe 3 à la présente délibération. Les dépenses liées à ce projet seront prélevées sur les crédits du budget 2023.

1. AFFECTATIONS, CHAPITRE 900 ET CHAPITRE 930 « SERVICES GENERAUX »

1.1 CHAPITRE 900 « SERVICE GENERAUX » DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Code fonctionnel 020 « Administration Générale de la collectivité »,

Programme HP 020-002 « Moyens informatiques des services »,

Il est proposé d'affecter la somme de **1 967 000 €**, répartis comme suit :

1.1.1- Action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » : 1 504 000 €

Le montant de cette affectation provisionnelle permettra de poursuivre la modernisation des applicatifs de la Région et.

- d'améliorer l'expérience usagers, internes comme externes grâce à la création d'un écosystème web améliorant des environnements ;
- de poursuivre la refonte de nos principales applications support (SI finances, SIRH) ;
- de moderniser les infrastructures numériques du socle technique ;
- de privilégier l'intégration de la cybersécurité au cœur des projets numériques ;
- de poursuivre des actions de sécurisation de la Région
- d'améliorer la gouvernance et la gestion de la donnée (conformité RGPD, ouverture en open data).

1.1.2 Action 10200203 « Assistance informatique Pacte » : 232 000 €

Le montant de cette affectation permettra de poursuivre le projet « SAFIR + » relatif à la réalisation du nouveau SI de la Formation Professionnelle dans le cadre du contrat Etat-Région PRIC/PACTE.

1.1.3 Action 10200204 « Transformation numérique - SMART services » : 231 000 €

Cette enveloppe budgétaire permettra de poursuivre et d'engager les dépenses de mise en œuvre du Programme Smart Région et des actions d'Innovation et Design en facilitant la création des services numériques en autonomie dans un contexte d'enjeux de cybersécurité importants., tout en développant la plateforme des services numériques du territoire smart, sobre et solidaire francilien du futur.

L'attention à l'utilisateur, doit se traduire par une amélioration de la qualité du service public en simplifiant les interactions entre les citoyens et l'administration, en simplifiant aussi les relations

interservices

1.2 CHAPITRE 930 « SERVICES GÉNÉRAUX » DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Code fonctionnel 020 « Administration Générale de la collectivité ».

Programme HP 020-005 « Moyens informatiques, audio et documentation de l'entité ».

Il est proposé d'affecter des autorisations d'engagements provisionnelles et spécifiques pour un montant total de **490 000 €** ventilé sur les actions suivantes.

1.2.1 Action 10200502 « Informatique » : 300 000 €

Au titre des affectations provisionnelles, il est prévu d'engager principalement les dépenses d'infogérance des systèmes d'information, de maintenance des matériels d'infrastructures/réseaux et logiciels utilisés par la Région ainsi que les dépenses de consommables informatiques pour un montant de **299 400 €**.

Au titre des affectations spécifiques, le montant de cette affectation permettra le versement de la cotisation 2023 au GIP Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) représentant un montant total de **600 €**.

Ainsi, l'adhésion au GIP RESAH va permettre à la Région Île-de-France :

- De pouvoir prendre la suite des marchés d'innovation, en relation avec la feuille de route du PTNum, autour des 10 cas d'usage de l'IA annoncés par la Présidente lors du salon VIVATECH 2023 pour pouvoir les industrialiser à l'issue des preuves de concept, dès lors qu'elles sont concluantes.
- Un gain de temps et de ressources sur l'élaboration de marchés déjà présents dans la centrale d'achat RESAH, afin de réaliser les projets structurants tels que la mise en place d'un plan de reprise information nécessaire à la résilience du système d'information de la Région Île de France en vue des JO 2024, du fait de marchés de logiciels mais aussi de matériels.
- La contractualisation plus rapide avec les acteurs clés du cloud computing nécessaires au projet de simplification des architectures techniques des lycées.
- La capacité à contractualiser via d'autres centrales et marchés que l'UGAP et SCC avec de nombreux prestataires (AMOA, AMOE, développement, infrastructures, hébergement, etc.) afin de faire baisser les coûts.
- La capacité à contractualiser avec des acteurs qui sont uniquement au RESAH (liste non exhaustive : Klee, projets suite aux POCs RPA avec Atol CD, Accenture, etc.).
- La flexibilité de l'ajout de nouveaux prestataires en les référant auprès du RESAH en cas de besoin impérieux et urgent.
- Des frais fixe d'adhésion aux marchés (un maximum de 4 000 euros par an et par marché) avec en compensation aucune marge faite sur le montant des commandes.

« La convention constitutive GIP RESAH » figure en annexe 1 au présent rapport.

Il est proposé l'adhésion à cette structure pour l'année 2023 et de verser 600 € correspondant à la catégorie autres. Le choix des marchés sur lesquels la Région adhérerait fera l'objet d'échanges entre les Pôles afin de mutualiser les besoins (le RESAH dispose de nombreux marchés dans d'autres domaines que le Numérique).

Enfin, les autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 930, programme HP020-005 « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « Informatique » étant insuffisantes pour assurer les affectations du présent rapport, il a été procédé au transfert de crédits d'autorisation d'engagement d'un montant de 300 000 € disponibles sur le chapitre 930, programme HP020-005 « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200503 « Télécommunications » du budget 2023 :

Actions destinataires	libelle actions destinataires	Montant	Programmes sources	Actions sources	libellé actions sources
10200502	Informatique	300 000 €	020	10200503	Télécommunications
		300 000 €			

1.2.2 Action 10200503 « Télécommunication » 110 000 €

Le montant affecté permet d'engager et de régler les dépenses récurrentes de télécommunications (liens intersites, internet, téléphonie fixe et mobile), de maintenance des équipements des infrastructures de relais de communication mobiles et de la connexion réseau vers le Datacenter Régional, centre d'infogérance communautaire.

1.2.3 Action 10200504 « Assistance informatique PACTE » 80 000 €

Le montant de cette affectation permettra de poursuivre le projet ZEFIR dans le cadre du contrat Etat-Région PRIC/PACTE.

2. AFFECTATIONS, CHAPITRE 902 « ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE »

Ces dépenses sont relatives aux achats par les marchés publics régionaux pour les ENT et les TICE des lycées. Il est proposé d'affecter **17 450 000 €** en autorisation de programme.

2.1 CHAPITRE 902 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Il est proposé d'affecter ces montants d'autorisation de programme suivants :

2.1.1 Politique d'équipements Individuels – Rentrée 2023.

La région Île de France poursuit sa politique d'équipements individuels des lycéens et pour cette rentrée scolaire 2023, tous les élèves de 2nde entrants des lycées généraux, technologiques et professionnels du public seront équipés d'ordinateurs portables. Dans les lycées privés, les élèves de lycées professionnels seront tous dotés d'ordinateurs portables, les élèves des lycées généraux et technologiques seront dotés sur critères sociaux également d'ordinateurs portables.

Ces équipements sont le support naturel de l'usage des manuels scolaires et des ressources numériques. Ils bénéficient d'une attention et d'un accompagnement renforcé par les académies dans leur généralisation.

Afin de réaliser pour la rentrée 2023 l'achat des ressources scolaires, des manuels scolaires éditeurs et les nouveaux manuels scolaires libres co édité avec la région académique, il est proposé d'affecter des autorisations de programme pour un montant de 16 000 000 € sur le budget 2023.

2.1.2 Equipements numériques.

Le parc informatique fixe des filières des lycées nécessite d'être mis à jour, tout particulièrement, depuis la période post covid.

Il s'agit de 500 000 € pour équiper les lycées publics en équipements numériques.

2.1.3 Développement de modules complémentaires de la place de service numérique Monlycée.net

Afin de permettre l'exécution des prestations du nouveau marché de place de services (Système d'Information Educatif Régional), il est proposé d'affecter un montant d'autorisation de programme de **500 000 €**.

2.1.4 Rénovation des Infrastructures réseaux et serveurs et développement du centre de service numérique

Le parc des équipements réseaux a été entièrement rénové. Afin de compléter les installations et réaliser les opérations finales, il est proposé d'affecter : **450 000 €** pour équiper les lycées en réseaux informatiques.

2.1.5 Transferts de crédits d'autorisation de programme – Chapitre 902

Les autorisations de programme disponibles sur le programme HP222-004, action 12200401 « Numérique des lycées » étant insuffisantes pour assurer les affectations du présent rapport, il a été procédé au transfert d'un montant de **1 450 000 €** d'autorisations de programme disponibles sur le programme HP222-024 action 12400401 « Numériques les cités scolaires » du budget 2023 :

Actions destinataires	libelle actions destinataires	Montant	Programmes sources	Actions sources	libellé actions sources
12200401	Numérique des lycées - lycées publics	1 450 000 €	24	12400401	Numérique - cités scolaires
		1 450 000 €			

Les autorisations de programme disponibles sur le programme HP288-007 « Manuels et ressources pédagogiques » étant insuffisantes pour assurer les affectations du présent rapport, il a été procédé au transfert d'un montant de **15 900 000 €** d'autorisations de programme disponibles sur le programme.

Actions destinataires	libelle actions destinataires	Montant	Programmes sources	Actions sources	libellé actions sources
12800701	Manuels et ressources pédagogiques	15 900 000 €	HP24-001	12400108	Rénovation cités mixtes régionales
		15 900 000 €			

3. RECAPITULATIF DES MESURES ENGAGEES NUMERIQUES DES LYCEES - Récapitulatif investissement.

CHAPITRE 902 INVESTISSEMENT			
Code fonctionnel	222 Lycées publics ACTION 12200401	288 Autres services annexes de l'enseignement ACTION 12800701	TOTAL
Programme	HP 222-004	HP 288-007	
Libellés actions	Numériques des lycées	Manuels et ressources pédagogiques	
Equipement Individuel Rentrée 2023		16 000 000 €	16 000 000 €
Equipement Numérique	500 000 €		500 000 €
Développement modules complémentaires de la place de services Monlycée.net	500 000 €		500 000 €
Rénovation infrastructure réseaux et serveurs et développement du centre de service numérique	450 000 €		450 000 €
TOTAL	1 450 000 €	16 000 000 €	17 450 000 €

4. Avenant n°1 à l'annexe-projet au projet GERTRUDE III- AMEH porté par EPSILON

Il vous est proposé d'approuver cet avenant n°1 joint en annexe 3 à la présente délibération et d'autoriser la présidente du conseil régional à le signer. Ce nouvel avenant à trois objectifs :

- Confirmer l'engagement de la région Île de France dans le projet Gertrude par l'approbation de cet avenant.
- Redéfinir les conditions financières du marché sur les points suivants :
 1. Maintenance corrective et assistance : tarifs avec prix révisés pour la période du 19/10/2023 au 19/10/2025
 2. Définition de tarifs pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage mutualisées (pour les évolutions concernant les 16 régions)
 3. Définition des tarifs de mise en œuvre des évolutions mutualisées prévues.
 4. Modalités de commande d'évolutions individualisées (propres à chaque région)
 5. Prestation de réversibilité sortante : tarifs avec prix révisés
- Dispositions concernant la propriété intellectuelle
 6. Cession des droits sur le logiciel GERTRUDE à Epsilon
 7. Cession des droits sur le logiciel AUGUSTIN à Epsilon
 8. Cession des droits sur les évolutions spécifiques des logiciels à Epsilon
 9. Précisions sur les licences GERTRUDE et AUGUSTIN accordées aux régions

Il est proposé de valider cet avenant n°1 de l'annexe projet relative au projet GERTRUDE GIII-AME présenté en annexe 1 à la présente délibération.

5. Protocoles Transactionnels dans le cadre du marché public N°2200486

Les 4 protocoles présentés ont pour objet de régulariser les prestations réalisées par les 4 sous-traitants OUTSCALE, CAP COLLECTIF, CLOUD SOLUTIONS, OPENDATASOFT dans le cadre du marché n° 2000486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien », et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

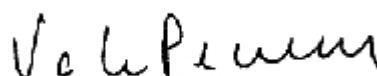
Cette régularisation financière s'élève à 576 612 € TTC, répartie comme suit :

- OUSTCALE : 198 000 € TTC
- CAP COLLECTIF : 123 732 € TTC
- CLOUD SOLUTIONS : 51 840 € TTC
- OPENDATASOFT : 203 040 € TTC

Ces montants correspondent aux prestations commandées au groupement titulaire par la Région et réalisées par les sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'actes de sous-traitance préalables conformément au code de la commande publique.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES AU RAPPORT

Annexe 1 : Convention constitutive GIP Resah



Groupement d'intérêt public
Réseau des acheteurs hospitaliers

CONVENTION CONSTITUTIVE

V5.3

	Modifiée par l'assemblée générale :	Approuvée par :
Convention constitutive V1		Arrêté préfectoral n°2008-18-1 du 28 janvier 2008
Convention constitutive V2.1	Délibération n°2008-05 du 18 novembre 2008	Arrêté préfectoral n°2010-57-1 du 26 février 2010
Convention constitutive V3.1	Délibération n°2011-06 du 15 décembre 2011	Arrêté interministériel du 8 janvier 2014 publié au JORF du 21 janvier 2014
Convention constitutive V3.2	Délibération n°2012-01 du 11 mai 2012	
Convention constitutive V3.3	Délibération n°2013-01 du 14 mai 2013	
Convention constitutive V4.1	Délibération n°2013-06 du 19 décembre 2013	Arrêté interministériel du 14 avril 2015 publié au JORF du 26 juin 2015
Convention constitutive V4.2	Délibération n°2014-05 du 25 avril 2014	
Convention constitutive V5.3	Délibération n°2016-12 du 8 décembre 2016	Arrêté interministériel du 13 juin 2017 publié au JORF du 29 juin 2017

PREAMBULE	5
TITRE I : PRINCIPES GENERAUX	7
Article 1 : Dénomination et constitution.	7
Article 2 : Objet	24
Article 3 : Siège social	25
Article 4 : Durée	25
Article 5 : Adhésion, retrait, exclusion	25
5-1 : Adhésion	25
5-2 : Retrait	25
5-3 : Exclusion	26
TITRE II : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	27
Article 6 : Capital	27
Article 7 : Droits et obligations des membres du groupement	27
7-1 : Droits	27
7-2 : Obligations	27
Article 8 : Ressources du groupement	27
Article 9 : Personnels du groupement	28
9-1 : Mise à disposition	28
9-2 : Détachement	28
9-3 : Personnels propres au groupement	28
Article 10 : Propriété des équipements	28
Article 11 : Propriété intellectuelle	29
Article 12 : Budget	29
Article 13 : Tenue des comptes et gestion, réglementation applicable aux achats	29
Article 14 : Contrôle de la Chambre Régionale des Comptes	29
Article 15 : Exercice social	29
TITRE III : ORGANISATION ET ADMINISTRATION	31
Article 16 : Assemblée générale	31
16-1 : Organisation et fonctionnement	31
16-2 : Compétences	32
Article 17 : Conseil d'administration	32
17-1 : Composition	32
17-2 : Compétence	33
17-3 : Organisation et fonctionnement	34
Article 18 : Présidence et vice-présidence du conseil d'administration	34
Article 19 : Directeur du groupement	34
TITRE IV : DISSOLUTION, LIQUIDATION, CONDITION SUSPENSIVE	37
Article 20 : Dissolution	37
Article 21 : Liquidation	37
Article 22 : Dévolution des biens	37
Article 23 : Condition suspensive	37

PREAMBULE

Ce groupement d'intérêt public est régi par :

- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;
- Le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 201-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;
- L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
- La présente convention.

TITRE I : PRINCIPES GENERAUX

Article 1 : Dénomination et constitution.

Il est constitué un groupement d'intérêt public dont la dénomination est : « Réseau des acheteurs hospitaliers ».

Son sigle est : **Resah**

Les membres du groupement sont :

1. **75, Centre Hospitalier National Ophtalmologique des Quinze-Vingts**, 28 rue de Charenton 75012 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 30 octobre 2007
2. **75, GCS SESAN**, 10 rue du Faubourg Montmartre 75009 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 2 septembre 2009
3. **75, Établissement Public de Santé Maison Blanche**, 6-10 rue Pierre Bayle 75020 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 19 décembre 2007
4. **75, Etablissement Public de Santé Perray-Vaucluse**, 15 avenue de la porte de Choisy 75013 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
5. **75, Centre Hospitalier Sainte Anne**, 1 rue Cabanis 75674 PARIS cedex, par décision de son directeur du 2 février 2012
6. **75, UGECAM – Ile-de-France**, 12 Villa Lourcine – Rue Cabanis 75014 PARIS, par délibération de son conseil du 18 juin 2012
7. **75, Le Service de Santé des Armées**, DCSSA Fort Neuf de Vincennes Cours des Maréchaux 75614 PARIS Cedex 12, par décision de son Directeur Central du 30 septembre 2011
8. **75, Institut Mutualiste Montsouris**, 42 boulevard Jourdan 75014 PARIS, par décision de son directeur du 12 juin 2012
9. **75, L'Institution Nationale des Invalides**, 6 Boulevard des Invalides 75700 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 26 mars 2010
10. **75, Fondation Ophtalmologique « Adolphe de Rothschild »**, 25 rue Manin - 75019 PARIS, par décision de son directeur du 8 mars 2010
11. **75, Groupe Hospitalier Diaconesses Croix St Simon**, 125 rue d'Avron 75020 PARIS, par décision de son directeur du 18 juin 2014
12. **75, SAMU Social de la Ville de Paris**, 35 Avenue Courteline, 75012 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 7 mai 2014
13. **75, Caisse Autonome de la Sécurité Sociale dans les Mines**, 77 avenue de Ségur – 75714 Paris cedex 15, par décision de son directeur général en date du 14 octobre 2016.
14. **75, Groupe Hospitalier Paris Saint Joseph**, 185 rue Raymond Losserand 75014 PARIS, par décision de son directeur du 8 octobre 2012
15. **75, Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris**, 5 boulevard Diderot 75589 PARIS cedex 12, par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2012

16. **75, Institut national des Jeunes Aveugles**, 56 boulevard Invalides 75007 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 28 avril 2011
17. **75, Maison de retraite « Foyer des Israélites Réfugiés »**, 5 rue de Varize 75016 PARIS, par délibération de son conseil d'administration du 9 décembre 2008
18. **77, Centre Hospitalier René Albertier de Coulommiers**, 4 rue Gabriel Péri 77527 COULOMMIERS, par délibération de son conseil d'administration du 29 juin 2007
19. **77, Centre Hospitalier de Fontainebleau**, 55 boulevard du Maréchal Joffre 77305 FONTAINEBLEAU, par délibération de son conseil d'administration du 28 septembre 2007
20. **77, Centre Hospitalier Marc Jacquet de Melun**, 2 rue Freteau de Peny 77011 MELUN, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
21. **77, Centre Hospitalier de Meaux**, 6-8 rue Saint-Fiacre 77104 MEAUX, par délibération de son conseil d'administration du 12 octobre 2007
22. **77, Centre Hospitalier de Montereau**, 1 bis rue Victor Hugo 77875 MONTEREAU, par délibération de son conseil d'administration du 3 juillet 2007
23. **77, Centre Hospitalier Léon Binet de Provins**, Route de Chalaute 77488 PROVINS, par délibération de son conseil d'administration du 21 septembre 2007
24. **77, Centre Hospitalier de Nemours**, 15 rue des Chaudins 77796 NEMOURS, par délibération de son conseil d'administration du 9 novembre 2007
25. **77, Etablissement Public Gériatologique de Tournan**, 99 rue de Paris 77220 TOURNAN-EN-BRIE, par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2007
26. **77, Centre Hospitalier de Marne la Vallée**, 2-4 Cours de la Gondoire 77600 JOSSIGNY, par délibération de son conseil d'administration du 18 décembre 2007
27. **77, Centre Hospitalier de Brie Comte Robert**, 17 rue Petit de Beauverger 77170 BRIE-COMTE-ROBERT, par délibération de son conseil d'administration du 8 novembre 2007
28. **77, Maison de retraite médicalisée de Mormant**, 38 rue Pasteur 77720 MORMANT, par délibération de son conseil d'administration du 17 octobre 2007
29. **77, Etablissement Médico-social Public « La Chocolatière »**, Grande allée Impressionnistes 77186 NOISIEL, par délibération de son conseil d'administration du 16 octobre 2007
30. **77, EHPAD Le Clos Fleuri**, 12 rue du Parc 77520 DONNEMARIE-DONTILLY, par délibération de son conseil d'administration du 21 janvier 2008
31. **77, Maison de retraite de Beaumont-du-Gâtinais**, 36 rue de l'Hôtel de Ville 77890 BEAUMONT-DU-GATINAIS, par délibération de son conseil d'administration du 22 octobre 2008
32. **77, Maison de retraite Saint-Séverin**, 34 rue de la Ville Forte 77570 CHATEAU-LANDON, par délibération de son conseil d'administration du 31 octobre 2008
33. **77, Maison de retraite de Crécy La Chapelle**, 18 Rue Chapelle 77580 CRECY-LA-CHAPELLE, par délibération de son conseil d'administration du 15 octobre 2008

34. **77, EHPAD Les Tamaris**, 13 Avenue de Fussy 77840 CROUY-SUR-OURCQ, par délibération de son conseil d'administration du 9 avril 2009
35. **77, Maison de retraite de Dormelles**, Chateau de Challeau 77130 DORMELLES, par délibération de son conseil d'administration du 24 avril 2009
36. **77, Maison de retraite Arthur Vernes**, 20 rue des Fossés 77250 MORET-SUR-LOING, par délibération de son conseil d'administration du 22 avril 2009
37. **77, EHPAD Les Patios**, 6 boulevard Voltaire 77370 NANGIS, par délibération de son conseil d'administration du 28 avril 2009
38. **77, Maison de retraite médicalisée Pierre Comby**, 1 rue de l'Hospice 77540 ROZAY-EN-BRIE, par délibération de son conseil d'administration du 23 janvier 2009
39. **77, EHPAD Mathurin Fouquet**, 1 rue du Petit Pont 77920 SAMOIS-SUR-SEINE, par délibération de son conseil d'administration du 20 octobre 2008
40. **77, EHPAD Le Marais**, 25bis rue Ernest Delbet, 77230 LA FERTE GAUCHER, par délibération de son conseil d'administration n°13.515
41. **77, EHPAD « Au coin du feu »**, 9 ter rue du Général De Gaulle, 77231 DAMMARTIN-EN-GOELE, par délibération de son conseil d'administration du 1^{er} juillet 2011
42. **77, EPMS de l'Ourcq**, allée André Benoist 77410 CLAYE SOUILLY, par décision de son conseil d'administration du 12 juin 2014
43. **77, Blanchisserie Interhospitalière de Seine-et-Marne (BIH 77)**, Zone industrielle, Rue du Vide Arpents 77100 MEAUX, par délibération de son assemblée générale en date du 14 mai 2012
44. **77, EPMS Fondation Hardy**, 8 rue Renoir 77610 FONTENAY TRESIGNY, par délibération de son conseil d'administration du 20 juin 2014
45. **78, SIH Blanchisserie de Saint-Germain-en-Laye**, 15-17 boulevard Franz Liszt 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, par délibération de son conseil d'administration du 29 novembre 2011
46. **78, Clinique médicale de la Porte Verte**, 6 avenue Maréchal Franchet d'Esperey BP 455 78004 VERSAILLES cedex, par décision de son directeur du 23 mai 2013
47. **78, Centre Hospitalier François Quesnay de Mantes-la-Jolie**, 2 boulevard Sully 78200 MANTES-LA-JOLIE, par délibération de son conseil d'administration du 6 juillet 2007
48. **78, Centre Hospitalier Théophile Roussel de Montesson**, 1 rue Philippe Mithouard 78363 MONTESSON, par délibération de son conseil d'administration du 13 septembre 2007
49. **78, Hôpital Le Vésinet**, 72 avenue de la Princesse 78110 LE VESINET, par délibération de son conseil d'administration du 8 octobre 2007
50. **78, Centre Hospitalier André Mignot de Versailles**, 177 rue de Versailles 78157 LE CHESNAY, par délibération de son conseil d'administration du 28 septembre 2007
51. **78, Centre Hospitalier intercommunal de Meulan-les-Mureaux**, 1 rue du Fort 78250 MEULAN-LES-MUREAUX, par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2007

52. **78, Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy/Saint-Germain-en-Laye**, 20 rue Armagis 78105 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
53. **78, Centre Hospitalier de la Mauldre**, 23 rue Saint-Louis 78760 JOUARS-PONTCHARTRAIN, Hôpital de Montfort l'Amaury par délibération de son conseil d'administration du 22 octobre 2007, Hôpital de Jouars-Pontchartrain par décision de son directeur du 4 novembre 2010
54. **78, Centre Hospitalier de Rambouillet**, 5 - 7 rue Pierre et Marie Curie 78514 RAMBOUILLET, par délibération de son conseil d'administration du 19 octobre 2007
55. **78, Hôpital d'Houdan**, 42 rue de Paris 78550 HOUDAN, par délibération de son conseil d'administration du 18 octobre 2007
56. **78, Centre Hospitalier Jean-Martin Charcot de Plaisir**, 30 avenue Marc Laurent 78375 PLAISIR, par délibération de son conseil d'administration du 23 décembre 2008
57. **78, Hôpital Gériatrique et Médico-Social de Plaisir-Grignon**, 220 rue Mansart 78375 PLAISIR, par délibération de son conseil d'administration du 23 octobre 2008
58. **78, Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion**, Longchêne 78830 BULLION, par délibération de son conseil d'administration du 11 décembre 2008
59. **78, Centre de gériatrie de Chevreuse (Philippe Dugué)**, 1 rue Jean Mermoz 78472 CHEVREUSE, par délibération de son conseil d'administration du 19 octobre 2007
60. **78, Centre de gériatrie « les Aulnettes »**, 31 rue Joseph Bertrand 78220 VIROFLAY, par délibération de son conseil d'administration du 26 octobre 2007
61. **78, Maison de retraite Richard**, 2 bd Richard Garnier 78702 CONFLANS-SAINTE-HONORINE, par délibération de son conseil d'administration du 18 décembre 2008
62. **78, EHPAD Les Oiseaux**, 17 rue du Lieutenant Rousselot 78500 SARTROUVILLE, par délibération de son conseil d'administration du 16 décembre 2008
63. **78, EHPAD Les Tilleuls**, rue Charles Dupuis 78510 TRIEL-SUR-SEINE, par délibération de son conseil d'administration du 18 décembre 2008
64. **78, CHRS L'Equinoxe**, 1 avenue Nicolas About 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX, par délibération de son conseil d'administration du 18 octobre 2011
65. **78, EHPAD d'Ablis**, 31 rue Pierre Trouve 78660 ABLIS, par délibération de son conseil d'administration du 15 avril 2013
66. **78, Centre Communal d'Action Sociale de Versailles**, 6 Impasse des gendarmes, BP 621, 78006 VERSAILLES, par délibération de son conseil d'administration du 15 octobre 2013
67. **91, Centre Hospitalier d'Arpajon**, 18 avenue de Verdun 91294 ARPAJON, par délibération de son conseil d'administration du 27 juin 2007
68. **91, Centre Hospitalier Sud Essonne Dourdan-Etampes**, 26 avenue Charles de Gaulles 91152 ETAMPES, Centre Hospitalier Sud Essonne par délibération de son conseil d'administration du 26 octobre 2007, Centre Hospitalier de Dourdan par délibération de son conseil d'administration du 21 septembre 2007

69. **91, Etablissement Public de Santé Barthélemy-Durand d'Etampes**, avenue du 8 Mai 1945 91152 ETAMPES, par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2007
70. **91, Centre Hospitalier Sud Francilien**, 59 boulevard Henri Dunant 91100 CORBEIL-ESSONNE, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
71. **91, Centre Hospitalier des Deux Vallées**, 159 rue du Président François Mitterrand 91161 LONGJUMEAU, Centre Hospitalier général de Longjumeau par délibération de son conseil d'administration du 19 septembre 2007, Centre hospitalier de Juvisy sur Orge par délibération de son conseil d'administration du 27 octobre 2008
72. **91, Centre Hospitalier d'Orsay**, 4 place du Général Leclerc 91401 ORSAY, par délibération de son conseil d'administration du 19 octobre 2007
73. **91, EHPAD de La Ferté Alais**, 15 rue du docteur Amodru 91590 LA FERTE ALAIS, par délibération de son conseil d'administration du 24 avril 2009
74. **91, Maison de retraite publique Le Manoir**, 7 rue Aristide Briand 91230 MONTGERON, par délibération de son conseil d'administration du 23 octobre 2008
75. **91, Maison de retraite Résidence File-Etoupe**, Square Thibault File Etoupe 91312 MONTHLERY, par délibération de son conseil d'administration du 30 octobre 2008
76. **91, EHPAD La Pie Voleuse**, 1 av. de la République 91120 PALAISEAU, par délibération de son conseil d'administration du 18 décembre 2008
77. **91, Etablissement Public National Antoine Koenigswater**, Rue Janville Gillevoisin 91510 JANVILLE-SUR-JUINE, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
78. **91, Maison de retraite d'Hautefeuille**, 45 rue des Noblets 91770 SAINT VRAIN, par délibération de son conseil d'administration du 23 avril 2009
79. **91, EHPAD Le domaine de Charaintru**, 3 avenue de l'Armée Leclerc 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE, par délibération de son conseil d'administration du 18 novembre 2008
80. **91, EHPAD « Degommier »**, 12 rue Degommier 91590 CERNY, par délibération de son conseil d'administration du 27 avril 2009
81. **91, Maison de retraite « La Forêt de Séquigny »**, Chemin de la Mare au Chanvre 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS, par délibération de son conseil d'administration du 5 décembre 2011
82. **91, EHPAD Léon Maugé**, 65 rue Estienne d'Orves 91370 VERRIERES-LE-BUISSON, par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2012
83. **91, SEGA (Service Essonnien du Grand Age, anciennement Etablissement Public Départemental Autonome de Gestion d'EHPAD Publics en Essonne) –EHPAD de Morangis**, Voie du Cheminet, 91420 MORANGIS, par délibération de son conseil d'administration du 21 juin 2012
84. **91, GCSMS Les EHPAD publics de l'Essonne**, 174 voie du Cheminet, 91420 MORANGIS, par délibération de son assemblée générale du 17 janvier 2014
85. **91, Groupe Hospitalier Les Cheminots**, 14 rue Alphonse Daudet, 91210 Draveil, par décision de son directeur en date du 1^{er} juillet 2016.

86. **92, Institut Gustave Baguer**, 35 rue de Nanterre 92600 ASNIERES SUR SEINE, par délibération de son conseil d'administration du 3 juillet 2014
87. **92, Hôpital Foch**, 40 rue Worth 92151 SURESNES, par décision de son directeur du 12 juin 2012
88. **92, Institut Hospitalier Franco-Britannique**, 4 rue Kléber 92300 LEVALLOIS-PERRET, par décision de son directeur du 6 janvier 2015
89. **92, Hôpital Suisse de Paris**, 10 rue Minard 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, par décision de son directeur du 23 novembre 2015
90. **92, Etablissement Public de Santé Erasme d'Antony**, 143 avenue Armand Guillebaud 92160 ANTONY, par délibération de son conseil d'administration du 2 juillet 2007
91. **92, Centre Hospitalier de Courbevoie – Neuilly-sur-Seine – Puteaux**, 36 boulevard du Général Leclerc 92205 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex, Centre Hospitalier de Courbevoie-Neuilly par délibération de son conseil d'administration du 22 octobre 2007, Centre Hospitalier de Puteaux par délibération de son conseil d'administration du 19 décembre 2007
92. **92, Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre**, 403 avenue de la République 92014 NANTERRE, par délibération de son conseil d'administration du 10 octobre 2007
93. **92, Centre Hospitalier Départemental Stell de Rueil Malmaison**, 1, rue Charles Drot 92501 RUEIL-MALMAISON, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
94. **92, Centre Hospitalier des Quatre Villes** (Chaville – Saint Cloud – Sèvres – Ville d'Avray), 3 place Silly 92210 SAINT-CLOUD Cedex, par délibération de son conseil d'administration du 5 juillet 2007
95. **92, Fondation Roguet de Clichy**, 58 rue Georges Boisseau 92110 CLICHY, par délibération de son conseil d'administration du 19 décembre 2007
96. **92, Syndicat inter hospitalier Dailly**, 3 place Silly 92210 SAINT-CLOUD cedex, par délibération de son conseil d'administration du 5 décembre 2007
97. **92, Centre de gérontologie « Les Abondances » de Boulogne-Billancourt**, 56 rue des Abondances 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, par délibération de son conseil d'administration du 27 juin 2007
98. **92, EHPAD de Neuilly sur Seine**, 20 rue des Gravières, 92200 NEUILLY SUR SEINE, par délibération de son conseil d'administration du 22 juillet 2013
99. **92, Maison de Retraite du Parc**, 1 rue Scarron 92260 FONTENAY-AUX-ROSES, par délibération de son conseil d'administration du 30 avril 2009
100. **92, Maison de Retraite « Madeleine Verdier »**, 5 allée de la Vallière 92120 MONTROUGE, par délibération de son conseil d'administration du 15 décembre 2010
101. **92, Maison de retraite Aulagnier**, 28/30 rue Auguste Bailly 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, par délibération de son conseil d'administration du 31 octobre 2008
102. **92, Maison de Retraite Lasserre**, 4 rue Séverine 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, par délibération de son conseil d'administration du 18 décembre 2007

103. **92, EHPAD Sainte-Emilie**, 81 avenue Adolphe Schneider 92140 CLAMART, par délibération de son conseil d'administration du 27 janvier 2009
104. **92, Maison de retraite Résidence La Chesnaye**, 25 route des Fusillés de la Résistance 92151 SURESNES, par délibération de son conseil d'administration du 4 mars 2009
105. **92, Maison de retraite Larmeroux**, 2 ter rue Aristide Briand 92170 VANVES, par délibération de son conseil d'administration du 7 juillet 2015
106. **92, Fondation Caisses d'Epargne pour la Solidarité**, 11 rue de la Vanne, 92126 Montrouge Cedex, par décision de son directeur en date du 8 septembre 2016.
107. **92, Maison de retraite Les Marronniers de Levallois-Perret**, 36 rue Paul Vaillant Couturier 92300 LEVALLOIS-PERRET, par délibération de son conseil d'administration du 19 octobre 2007
108. **93, Centre Hospitalier intercommunal André Grégoire de Montreuil**, 56 boulevard de la Boissière 93105 MONTREUIL-SOUS-BOIS cedex, par délibération de son conseil d'administration du 28 septembre 2007
109. **93, Centre Hospitalier Delafontaine de Saint-Denis**, 2 rue du Docteur Pierre Delafontaine 93205 SAINT-DENIS, par délibération de son conseil d'administration du 25 octobre 2007
110. **93, Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy – Montfermeil**, 10 avenue du Général Leclerc 93370 MONTFERMEIL, par délibération de son conseil d'administration du 19 octobre 2007
111. **93, Centre Hospitalier intercommunal Robert Ballanger d'Aulnay-sous-Bois**, Boulevard Robert Ballanger 93602 AULNAY-SOUS-BOIS, par délibération de son conseil d'administration du 24 septembre 2007
112. **93, Etablissement Public de Santé Mentale de Ville Evrard à Neuilly sur Marne**, 202 avenue Jean Jaurès 93332 NEUILLY-SUR-MARNE, par délibération de son conseil d'administration du 26 décembre 2007
113. **93, Maison de retraite Emile Gérard de Livry Gargan**, 30 allée de Joinville 93190 LIVRY-GARGAN, par délibération de son conseil d'administration du 26 octobre 2007
114. **93, ESAT Marsoulan**, 64-68 rue Robespierre, 93105 MONTREUIL CEDEX, sur attestation de son directeur du 3 mai 2013
115. **93, Maison de Retraite « La Seigneurie »**, 7 rue Kléber 93697 PANTIN, par délibération de son conseil d'administration du 16 avril 2010
116. **93, Maison de retraite publique Lumières d'Automne**, 15 bis rue Edgar Quinet 93400 SAINT-OUEN, par délibération de son conseil d'administration du 15 mai 2009
117. **93, Centre de gérontologie Constance Mazier**, 4 rue Hemet 93300 AUBERVILLIERS, par délibération de son conseil d'administration du 12 mars 2009
118. **93, Centre Départemental Enfants et Familles de Seine-Saint-Denis** (l'Etablissement Public des Foyers Départementaux de l'Aide Sociale à l'Enfance de Seine-Saint-Denis), 1-3

promenade Jean Rostand 93000 BOBIGNY, par délibération de son conseil d'administration du 1^{er} avril 2010

119. **93, Externat médico-psychologique à Livry-Gargan**, 1 rue Philippe Lebon 93190 LIVRY-GARGAN, par décision du directeur du 30 janvier 2015
120. **93, Centre de Médecine Physique et de Réadaptation de Bobigny**, 359 avenue Paul Vaillant Couturier, 93000 BOBIGNY, par décision de son directeur du 12 décembre 2014
121. **93, Polyclinique d'Aubervilliers**, 55 rue Henri Barbusse 93 308 AUBERVILLIERS CEDEX, par décision du président de son conseil d'administration du 25 novembre 2015
122. **93, EPRUS (Etablissement de Préparation et de Réponse aux Urgences Sanitaires)**, 21 avenue du Stade de France 93218 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX, par décision de sa directrice générale adjointe du 8 septembre 2014
123. **93, Centre intercommunal d'action sociale de Bagnolet-Romainville / EHPAD Les 4 Saisons**, 73 rue Louise Michel 93170 BAGNOLET, par délibération du 11 janvier 2016
124. **93, Maison de retraite du Blanc Mesnil**, 9 rue Gaston Monmousseau, 93150 Le Blanc Mesnil, par décision de son conseil d'administration du 25 avril 2016.
125. **94, Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil**, 40 avenue de Verdun 94010 CRETEIL, par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2007
126. **94, Etablissement Public de Santé National de Fresnes**, 1 Allée des Thuyas 94832 FRESNES, par délibération de son conseil d'administration du 16 octobre 2007
127. **94, Centre Hospitalier Interdépartemental de Psychiatrie de l'Enfant et de l'adolescent « Fondation Vallée »**, 7 rue Benserade 94257 GENTILLY, par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2007
128. **94, Centre Hospitalier Intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges**, 40 allée de la Source 94195 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, par délibération de son conseil d'administration du 26 octobre 2007
129. **94, Groupe Hospitalier Paul Guiraud de Villejuif**, 54 avenue de la République 94806 VILLEJUIF cedex, par décision de son directeur du 24 avril 2012
130. **94, Centre hospitalier Les Murets à La Queue en Brie**, 17 rue du Général Leclerc 94510 LA-QUEUE-EN-BRIE, par délibération de son conseil d'administration du 25 janvier 2008
131. **94, Les Hôpitaux de Saint-Maurice**, 12/14 rue du Val d'Osne 94410 SAINT-MAURICE, Hôpital national de St-Maurice par délibération de son conseil d'administration du 20 décembre 2007, EPS Esquirol par délibération de son conseil d'administration du 13 décembre 2007, Syndicat Inter Hospitalier de St-Maurice par délibération de son conseil d'administration du 20 décembre 2007
132. **94, GCSMS Le groupement des EHPAD publics du Val de Marne** (Le Grand Age d'Alfortville, Fondation Favier – Val de Marne de Bry sur Marne, Maison de retraite intercommunale de Fontenay-sous-Bois), 73 rue Estienne d'Orves 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS, par délibération de son conseil d'administration du 26 février 2008

133. **94, L'Institut Le Val Mandé**, 7 rue Mongenot 94165 SAINT-MANDE, par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2007
134. **94, EHPAD Résidence Pierre Tabanou à l'Hay-les-Roses**, 32 avenue du Général De Gaulle 94240 L'HAY-LES-ROSES, par délibération de son conseil d'administration du 11 mars 2015
135. **94, Résidence de l'Abbaye**, 3 impasse de l'Abbaye 94106 SAINT-MAUR-DES-FOSSES, par délibération de son conseil d'administration du 28 octobre 2011
136. **94, Résidence Les Bords de Marne**, 9-11 avenue du Maréchal Leclerc 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE, par délibération de son conseil d'administration du 28 octobre 2011
137. **94, Résidence La Cité Verte**, rue de la Cité Verte 94370 SUCY-EN-BRIE, par délibération de son conseil d'administration du 19 octobre 2011
138. **94, EHPAD Les Lilas**, 70 rue des Carrières 94400 VITRY-SUR-SEINE, par délibération de son conseil d'administration du 21 octobre 2011
139. **94, Fondation Gourlet Bontemps**, 117 Avenue du 8 Mai 1945, 94170 LE PERREUX SUR MARNE, par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2014
140. **94, Hôpital Saint Camille**, 2 rue des Pères Camilliens 94366 BRY-SUR-MARNE, par décision de son directeur du 17 octobre 2014
141. **95, Centre Hospitalier « René Dubos » de Pontoise**, 6 avenue de l'Île-de-France 95303 PONTOISE cedex, par décision de son directeur du 25 septembre 2012
142. **95, Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise**, 25 rue Edmond Turcq 95260 BEAUMONT-SUR-OISE, Centre Hospitalier Intercommunal des Portes de l'Oise par délibération de son conseil d'administration du 19 juin 2007, Centre Hospitalier de Carnelle de Saint-Martin-du-Tertre, par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2007
143. **95, Groupement Hospitalier Eaubonne Montmorency Hôpital Simone Veil**, 1 rue Jean Moulin 95160 MONTMORENCY, par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2007
144. **95, Centre Hospitalier de Gonesse**, 25 rue Bernard Février 95503 GONESSE Cedex, par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2007
145. **95, Groupement Hospitalier Intercommunal du Vexin de Magny en Vexin**, 38 rue Carnot 95420 MAGNY-EN-VEXIN, Centre Hospitalier du Vexin par délibération de son conseil d'administration du 24 octobre 2007, Etablissement Public de gériatrie Jean-Baptiste Cartry de Marines par délibération de son conseil d'administration du 28 juin 2007
146. **95, Centre Hospitalier spécialisé Roger Prévot de Moisselles**, 52 rue de Paris 95570 MOISSELLES, par délibération de son conseil d'administration du 25 juin 2007
147. **95, Centre Hospitalier Victor Dupouy d'Argenteuil**, 69, rue du Lieutenant-Colonel Prudhon 95107 ARGENTEUIL, par délibération de son conseil d'administration du 26 octobre 2007
148. **95, Hôpital Le Parc de Taverny**, Chemin des Aumuses 95153 TAVERNY, par délibération de son conseil d'administration du 17 octobre 2007

149. **95, Maison de retraite Jules Fossier**, 3 rue Demaison, 95380 LOUVRES, par délibération de son conseil d'administration du 3 mai 2013
150. **95, EHPAD de Luzarches – Maison de Val d'Ysieux**, 1 place de la République, 95270 LUZARCHES, par délibération de son conseil d'administration du 29 avril 2009
151. **95, EHPAD de Viarmes**, 3 rue Kleinpeter, 95270 VIARMES, par délibération de son conseil d'administration du 18 décembre 2013
152. **95, Maison de retraite Jacques Achard de Marly La Ville**, 36 rue du Colonel Fabien 95670 MARLY-LA-VILLE, par délibération de son conseil d'administration du 17 octobre 2007
153. **95, CRP et SAMSAH Belle-Alliance**, 8 Rue Albert Molinier, 95410 GROSLAY, par délibération de son Conseil d'administration du 4 décembre 2015
154. **95, GIP Blanchisserie Interhospitalière du Val d'Oise**, 25 rue Pierre de Theilly 95530 GONESSE Cedex, par délibération de son assemblée générale du 3 juin 2010
155. **02, Centre hospitalier de Chauny**, 94 rue des Anciens Combattants AFN et TOM - 02303 Chauny cedex, par décision de son directeur en date du 11 mai 2016.
156. **02, Centre Hospitalier Gériatologique de La Fère**, 2 avenue Dupuis - 02800 LA FERRE, par décision de son directeur du 9 juin 2016.
157. **02, Centre Hospitalier de Laon**, rue Marcelin Berthelot - 02001 Laon, par décision de son Directeur du 5 avril 2016.
158. **02, Centre Hospitalier de Saint Quentin**, 1, avenue Michel de l'Hôpital - 02321 Saint-Quentin, par décision de son directeur du 23 juin 2016.
159. **02, Centre Hospitalier de Soissons**, 46, avenue du Général de Gaulle - 02209 Soissons, par décision de son Directeur du 11 juillet 2016.
160. **02, Centre Hospitalier Brisset d'Hirson**, 40 Rue aux Loups - 02500 Hirson, par décision de son directeur en date du 13 octobre 2016.
161. **03, Centre hospitalier de Nérès les Bains**, 161 rue Voltaire - 03310 Nérès les Bains, par décision de son directeur en date du 14 mars 2016.
162. **04, Centre Hospitalier de Manosque**, rue Auguste Girard - 04107 Manosque cedex, par décision de son directeur en date du 18 mars 2016.
163. **05, Centre Hospitalier de Buech Durance**, Rue du Dr Provansal - 05300 Laragne-Monteglin, par décision de son directeur en date du 29 mars 2016.
164. **05, Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)**, 1, place Auguste Muret – BP 101 - 05007 GAP Cedex, par décision de son directeur en date du 14 octobre 2016.
165. **06, Centre Hospitalier de Cannes**, 15 avenue des broussailles - 06401 Cannes, par décision de sa directrice par intérim en date du 22 avril 2016.
166. **06, Centre Hospitalier Universitaire de Nice**, 151 Rte Saint Antoine Ginestière - 06202 Nice, par décision de son directeur général en date du 31 mars 2016.
167. **08, Centre Hospitalier de Charleville-Mézières**, 45 avenue Manchester - 08011 Charleville-Mézières, par décision de son directeur en date du 25 avril 2016.

168. **08, Centre Hospitalier de Sedan**, 2 avenue du Général Margueritte - 08209 Sedan, par décision de son directeur en date du 25 avril 2016.
169. **10, Centre Hospitalier de Troyes (Hôpitaux Champagne Sud)**, 101, avenue Anatole France - 10003 Troyes, par décision de son directeur en date du 27 juin 2016.
170. **10, GHAM (Hôpitaux Champagne Sud)**, 101, avenue Anatole France - 10003 Troyes, par décision de son directeur en date du 27 juin 2016.
171. **10, EPSMA de Brienne le Château (Hôpitaux Champagne Sud)**, 101, avenue Anatole France - 10003 Troyes, par décision de son directeur en date du 27 juin 2016.
172. **10, CH de Bar sur Aube (Hôpitaux Champagne Sud)**, 101, avenue Anatole France - 10003 Troyes, par décision de son directeur en date du 27 juin 2016.
173. **10, Hôpital local de Bar sur Seine (Hôpitaux Champagne Sud)**, 101, avenue Anatole France - 10003 Troyes, par décision de son directeur en date du 27 juin 2016.
174. **11, Centre Hospitalier de Narbonne MCO**, boulevard du Docteur Lacroix - 11108 Narbonne, par décision de son directeur n°41/16 en date du 21 avril 2016.
175. **13, Centre Hospitalier d'Aix en Provence - Centre Hospitalier Intercommunal Aix/Pertuis**, Avenue des Tamaris - 13616 Aix-en-Provence cedex 1, par décision de son directeur en date du 1^{er} avril 2016.
176. **13, Centre Hospitalier de Martigues**, 3 boulevard des Rayettes - 13698 Martigues, par décision de son directeur en date du 30 juin 2016.
177. **13, Centre Hospitalier de Salon de Provence**, 207, avenue Julien Fabre - 13658 Salon-de-Provence, par décision de son directeur en date du 14 juin 2016.
178. **14, Centre Hospitalier Universitaire Côte de Nacre**, avenue de la Côte de Nacre - 14033 Caen, par décision de son directeur en date du 25 mai 2016.
179. **14, Association Gaston Mialaret**, 3 allée des Boiselles – BP 112 – 14204 Hérouville Saint Clair, par délibération de son conseil d'administration en date du 21 avril 2016.
180. **16, Centre Hospitalier Camille Claudel**, Route de Bordeaux – CS90025 – 16400 La Couronne, par décision de son directeur en date du 28 octobre 2016.
181. **18, Centre Hospitalier Jacques Cœur**, 145 avenue François Mitterrand – CS 30010 – 18020 Bourges Cedex, par décision de sa directrice en date du 18 octobre 2016.
182. **18, Centre Hospitalier de Vierzon**, 33, rue Léo Mérigot - 18102 Vierzon, par décision de son directeur en date du 24 mars 2016.
183. **19, Centre Hospitalier de Brive la Gaillarde**, 1 Boulevard Docteur Verlhac - 19312 Brive-la-Gaillarde, par décision de son directeur en date du 4 mai 2016.
184. **19, EHPAD « Au gré du vent »**, place Michel Labrousse - 19240 ALLASSAC, par délibération de son conseil d'administration en date du 3 octobre 2016.
185. **22, Centre hospitalier de Guingamp**, 17 rue de l'Armor - 22205 Guingamp, par décision de son directeur en date du 14 avril 2016.
186. **22, Centre Hospitalier Max Querrien de Paimpol**, 36, Chemin de Kerpuns - 22501 Paimpol, par décision de son directeur en date du 17 mars 2016.

187. **22, Centre Hospitalier de Tréguier**, Tour Saint Michel - BP 81 - 22220 Tréguier, par décision de son directeur en date du 31 mars 2016.
188. **25, Centre Hospitalier Saint Louis d'Ornans**, 5 rue des Vergers - BP 29 - 25290 Ornans, par décision de son directeur en date du 25 mars 2016.
189. **25, Centre Hospitalier Intercommunal de Haute Comté**, Hôpital Les Rives du Doubs, 2 faubourg Saint-Etienne - 25304 Pontarlier, par décision de son directeur en date du 29 mars 2016.
190. **25, Centre hospitalier régional universitaire de Besançon**, Hôpital Saint Jacques, 2 place Saint Jacques - 25030 Besançon cedex, par décision de son directeur en date du 14 avril 2016.
191. **25, Centre de Long Séjour Bellevaux**, 29 quai de Strasbourg - 25042 BESANCON, par décision de son directeur en date du 21 mars 2016.
192. **25, Centre de Soins et d'Hébergement de Longue Durée Jaques Weinman**, 14-16 rue des Cerisiers - 25720 Avanne-Aveney, par décision de son directeur en date du 19 mai 2016.
193. **27, Centre Hospitalier Eure-Seine**, Hôpital Evreux-Vernon, rue Léon Schwartzberg - 27015 Evreux, par décision de son directeur en date du 19 avril 2016.
194. **27, Centre Hospitalier de la Risle**, 64 rue de Lisieux - BP 431 - 27504 Pont Audemer cedex, par décision de sa directrice en date du 29 mars 2016.
195. **28, Centre Hospitalier Henri Ey**, 32, rue de la Grève - 28800 Bonneval, par décision de son directeur général en date du 29 mars 2016.
196. **28, Les Hôpitaux de Chartres**, 34 rue du Docteur Maunoury - 28018 Chartres, par décision de son directeur en date du 4 août 2016.
197. **28, Centre Hospitalier de Châteaudun**, Route de Jallans - 28205 Châteaudun, par décision de son directeur général en date du 8 août 2016.
198. **28, Centre Hospitalier Victor Jouselin de Dreux**, 44, avenue J. F. Kennedy - 28102 Dreux, par décision de sa directrice en date du 17 mars 2016.
199. **28, Centre Hospitalier de Nogent le Rotrou**, avenue de l'Europe 28400 Nogent le Rotrou, par décision de son directeur général par intérim en date du 30 novembre 2016.
200. **28, Centre Hospitalier Edmond Morchoisne**, rue du Docteur Morchoisne 28240 La Loupe, par décision de son directeur général par intérim en date du 30 novembre 2016.
201. **31, Centre Hospitalier de Muret**, 116, avenue Louis Pasteur - BP 10202 - 31600 Muret cedex, par décision de son directeur en date du 28 septembre 2016.
202. **31, Centre Hospitalier Comminges Pyrénées**, Avenue de Saint-Plancard - 31806 Saint-Gaudens, par décision de sa directrice en date du **6 juillet 2016**.
203. **32, Centre Hospitalier du Gers**, 10 rue Michelet - BP 70363 - 32008 Auch cedex 8, par décision de son directeur en date du 30 mars 2016.
204. **33, Centre Hospitalier d'Arcachon**, Pôle de santé d'Arcachon, 33164 La Teste de Buch, par décision de son directeur en date du 23 août 2016.

205. **33, Maison de santé protestante de Bordeaux-Bagatelle**, 203 route de Toulouse, 33401 Talence, par décision de sa directrice en date du 22 août 2016.
206. **34, Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier**, Centre Administratif André Bénech 191, avenue du Doyen Gaston Giraud – 34295 Montpellier Cedex 5, par décision de son directeur général en date du 1^{er} décembre 2016.
207. **38, Centre Hospitalier de Rives**, rue de l'Hôpital - BP 105 - 38147 Rives, par décision de son directeur en date du 4 avril 2016.
208. **38, Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble Alpes**, boulevard de la chantourne 38700 La Tronche, par décision de sa directrice générale en date du 2 mai 2016.
209. **38, Centre Hospitalier Lucien Hussel**, Mont Salomon - 38209 VIENNE, par décision de son directeur en date du 8 novembre 2016.
210. **39, Centre Hospitalier Louis Pasteur**, avenue Léon Jouhaux - 39108 Dole cedex, par décision de son directeur en date du 17 mai 2016.
211. **40, Centre Hospitalier de Dax-Côte d'Argent**, Boulevard Yves du Manoir - BP 323 - 40107 Dax cedex, par décision de son directeur en date du 4 mai 2016.
212. **40, Centre Hospitalier de Mont de Marsan**, avenue Pierre de Coubertin - 40024 Mont-de-Marsan Cedex, par décision de son directeur en date du 29 avril 2016.
213. **40, EHPAD de Gabarret**, 174, avenue de l'Hôpital - 40310 Gabarret, par délibération de son conseil d'administration en date du 26 juillet 2016.
214. **42, Centre Hospitalier du Forez**, Site de Montbrison, Avenue des Monts du Soir - 42605 Montbrison, par décision de son directeur en date du 30 novembre 2016.
215. **44, Centre Hospitalier de Saint Nazaire**, 11 boulevard Georges Charpak - BP 414 - 44606 Saint Nazaire, par décision de son directeur en date du 4 juillet 2016.
216. **44, Centre Hospitalier Châteaubriant, Nozay, Pouancé**, Rue de Verdun - 44146 Châteaubriant, par décision de sa directrice en date du 31 mai 2016.
217. **45, Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise**, 658, rue des Bourgoins - 45200 Amilly – Montargis, par décision de son directeur en date du 10 mai 2016.
218. **47, Centre Hospitalier Agen – Nérac**, Route de Villeneuve - 47923 Agen Cedex 9, par décision de son directeur en date du 18 octobre 2016.
219. **48, Centre Hospitalier de Mende**, Avenue du 8 Mai 1945 - 48000 Mende, par décision de son directeur en date du 20 mai 2016.
220. **49, Centre Hospitalier de Cholet**, 1 rue Marengo – 49325 Cholet Cedex, par décision de son directeur en date du 28 novembre 2016.
221. **50, Centre hospitalier public du Cotentin**, 46 rue du Val de Saire - 50102 Cherbourg en Cotentin, par décision de son directeur en date du 12 mai 2016.
222. **50, Centre hospitalier de Coutances**, rue de la gare - 50208 Coutances cedex, par décision de son directeur en date du 13 mai 2016.

223. **50, Centre Hospitalier Mémorial France Etats-Unis Saint Lô**, 715 rue Dunant - CS 65509 - 50009 Saint Lô cedex, par décision de son directeur en date du 13 mai 2016.
224. **51, Centre Hospitalier Auban-Moët**, 137, rue de l'Hôpital Auban-Moët - 51205 Epernay, par décision de son directeur en date du 3 mai 2016.
225. **51, Centre Hospitalier Universitaire de Reims**, Rue Roger Aubry - 51092 Reims cedex, par décision de sa directrice générale en date du 4 mai 2016.
226. **52, Centre Hospitalier de Bourbonne les Bains**, rue Terrail Lemoine - B.P. 57 - 52400 Bourbonne les Bains, par décision de son directeur en date du 27 avril 2016.
227. **53, Centre Hospitalier Local du Sud Mayennais**, 3 route de Nantes - 53400 Craon, par décision de sa directrice en date du 22 juillet 2016.
228. **53, Centre Hospitalier de Laval**, 33 rue du Haut Rocher - 53015 Laval cedex, par décision de son directeur en date du 18 mai 2016.
229. **54, EHPAD Notre Maison**, 52 rue des Jardiniers - 54 000 Nancy, par délibération de son conseil d'administration en date du 13 octobre 2016.
230. **55, Groupement de Coopération Sanitaire du Pôle de Santé Sud Meusien** (composé du Centre Hospitalier de Bar le Duc et du Centre Hospitalier Spécialisé de Fains-Véel), 1 Boulevard d'argonne - CS 10510 - 55012 Bar-le-Duc décision de son directeur en date du 1^{er} avril 2016.
231. **56, EPSM Morbihan- Saint Ave**, 22 rue de l'Hôpital - BP 10 - 56896 Saint Ave cedex, par décision de son directeur en date du 12 avril 2016.
232. **58, Centre Hospitalier Henri Dunant**, 29 rue Henri Dunant - BP 138 - 58405 La Charité sur Loire, par décision de son directeur délégué en date du 13 mai 2016.
233. **58, Centre Hospitalier de Cosne sur Loire**, 96 rue du Général Leclerc - BP 141 - 58206 Cosne sur Loire, par décision de son directeur en date du 13 mai 2016.
234. **58, Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers Pierre Bérégovoy**, 1 avenue Patrick Guillot - 58033 Nevers, par décision de son directeur en date du 2 mai 2016.
235. **59, EHPAD Intercommunal de Boeschèpe et Godewaersvelde**, 153 rue de Poperinghe - 59299 Boeschèpe, par délibération de son conseil d'administration en date du 6 juillet 2016.
236. **59, Centre Hospitalier de Fourmies**, rue de l'Hôpital - 59611 Fourmies, par décision de sa directrice en date du 30 mai 2016.
237. **59, Centre Hospitalier d'Hazebrouck**, 1, rue de l'Hôpital - 59524 Hazebrouck, par décision de sa directrice en date 10 août 2016.
238. **59, Centre Hospitalier Le Quesnoy**, 90 rue du 8 mai 1945 - BP 20061 - 59530 Le Quesnoy, par décision de son directeur en date du 17 mars 2016.
239. **59, EPSM des Flandres**, 790 route de Locre - BP 90139 - 59270 Bailleul, par décision de son directeur en date du 26 mai 2016.

240. **60, Groupe Hospitalier Public Sud de l'Oise**, avenue du Docteur Paul Rougé - 60309 Senlis, par décision de sa directrice en date du 14 mars 2016.
241. **61, Centre Hospitalier d'Argentan**, 47 rue Aristide Briand - CS 50209 - 61203 Argentan, par décision de son directeur en date du 2 juin 2016.
242. **61, Centre Hospitalier Intercommunal Alençon-Mamers**, 25 rue de Fresnay BP 354, 61014 Alençon, par décision de son directeur en date du 13 septembre 2016.
243. **62, Centre Hospitalier de Béthune**, 27 rue Delbecque - CS 10809 - 62408 Béthune cedex, par décision de son directeur en date du 22 juillet 2016.
244. **62, Centre Hospitalier de Calais**, 1601 Boulevard des Justes - 62107 Calais, par décision de son directeur en date du 2 juin 2016.
245. **62, Centre Hospitalier de Saint Omer**, rue Blendecques - BP 60357 - 62505 Saint-Omer, par décision de son directeur en date du 16 mars 2016
246. **62, EPSM Val de Lys Artois**, 20, rue de Busnes - 62350 Saint-Venant, par décision de son directeur en date du 5 avril 2016.
247. **64, Centre Hospitalier des Pyrénées**, 29, avenue Général-Leclerc - 64039 Pau, par décision de son directeur en date du 18 mars 2016.
248. **64, Centre Hospitalier de Pau**, 4, boulevard Hauterive - 64046 Pau, par décision de son directeur en date du 18 octobre 2016.
249. **65, Centre Hospitalier de Bigorre**, Bd de Lattre de Tassigny - 65013 Tarbes Cedex 9, par décision de son directeur en date du 3 novembre 2016.
250. **66, EHPAD Baptiste Pams**, Boulevard de Las Indis - 66150 Arles-sur-Tech, par délibération de son conseil d'administration en date du 17 octobre 2016.
251. **66, EHPAD Maison de Retraite El cant dels Ocells**, Route de la Preste – 66230 Prats de Mollo La Preste, par délibération de son conseil d'administration en date du 19 octobre 2016.
252. **66, EHPAD Nostra Casa**, Rue Borde – 66260 Saint Laurent de Cerdans, par délibération de son conseil d'administration en date du 19 octobre 2016.
253. **67, Groupement de Coopération Sanitaire de Biologie Publique Alsace Nord (Biopan)**, composé des Centres hospitaliers de Haguenau, Sainte Catherine de Saverne, Intercommunal de Lauter de Wissembourg et de Sarrebourg, 64 avenue du Professeur René Leriche - BP - 40252 Haguenau cedex, par décision de son directeur en date du 16 juin 2016.
254. **67, Groupe Hospitalier Sélestat-Obernai**, 23, avenue Pasteur - 67606 Sélestat, par décision de son directeur en date du 16 mars 2016.
255. **68, Hôpitaux Civils de Colmar**, (Pasteur, Le Parc et Le Centre pour Personnes Agées) 39 avenue de la Liberté - 68024 Colmar cedex, par décision de son directeur en date du 4 juillet 2016.
256. **68, Groupement Hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace**, 87, avenue d'Altkirch - 68051 Mulhouse cedex, par décision de son directeur en date du 24 mars 2016.

257. **68, Hôpital Intercommunal du Val d'Argent**, 17, rue Jean Jacques Bock - 68160 Sainte-Marie-Aux-Mines, par décision de son directeur en date du 25 avril 2016.
258. **69, Centre Hospitalier de Villefranche sur Saône**, Plateau d'Ouilly-Gleize - 69655 Villefranche-sur-Saône, par décision de son directeur en date du 8 novembre 2016.
259. **70, Groupe Hospitalier de la Haute Saône**, 2, rue Heymès – BP 409 – 70014 Vesoul Cedex, 1 avenue Patrick Guillot - 58033 Nevers, par décision de son directeur en date du 4 octobre 2016.
260. **71, Centre Hospitalier d'Autun**, 7 bis Rue de Parpas - 71407 Autun, par décision de sa directrice déléguée en date du 17 mars 2016.
261. **71, Centre Hospitalier de Bourbon-Lancy**, Fondation d'Aligre – Allée d'Aligre – 771140 Bourbon-Lancy, par décision de son directeur en date du 187 avril 2016.
262. **71, Centre Hospitalier Chalon sur Saône – William Morey**, 4 Rue Capitaine Drillien - 71321 Chalon -sur-Saône cedex, par décision de son directeur en date du 14 mars 2016.
263. **71, Centre Hospitalier de Macon**, Boulevard Louis Escande - 71018 Macon cedex, par décision de son directeur en date du 7 juillet 2016.
264. **71, Centre Hospitalier Jean Bouveri**, Galuzot Saint Vallier – 71307 Montceau les Mines, par décision de son directeur en date du 14 mars 2016.
265. **71, Centre Hospitalier Spécialisé de Sevrey**, 55 rue Auguste Champion – Sevrey – 71331 Chalons sur Saône cedex, par décision de son directeur en date du 21 mars 2016.
266. **73, Centre Hospitalier de Modane**, 110 rue du Pré de Pâques – 73500 Modane, par décision de son directeur en date du 17 mars.
267. **73, Centre Hospitalier de Saint Jean de Maurienne**, 41 rue du Docteur Grange - CS 20113 – 73302 Saint Jean de Maurienne cedex, par décision de sa directrice en date du 19 mai 2016.
268. **76, Groupe Hospitalier Jacques Monod du Havre**, 55 Bis Rue Gustave Flaubert - BP 24 - 76083 Le Havre, par décision de son directeur en date du 21 mars 2016.
269. **76 Centre Hospitalier Universitaire de Rouen**, 1 rue de Germont - 76031 Rouen cedex, par décision de sa directrice en date du 6 mai 2016.
270. **76, Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises**, 100 avenue du Président François Mitterrand – 76405 Fécamp, par décision de son directeur en date du 17 mars 2016.
271. **76, Centre d'hébergement Gériatrique La Filandière**, 4 rue Georges Hebert - BP 74 - 76250 Déville lès Rouen, par délibération de son conseil d'administration en date du 25 octobre 2016.
272. **79, Centre Hospitalier de Niort**, 40 avenue Charles de Gaulle – BP 70600 – 79021 Niort Cedex, par décision de sa directrice adjointe en date du 31 octobre 2016.
273. **79, Etablissement Public Communal Médico-Social de la Coudraie**, 6 rue de la Coudraie – 79000 NIORT, par délibération de son conseil d'administration en date du 11 octobre 2016.

274. **80, Centre Hospitalier d'Abbeville**, 43 rue de l'Isle – 80142 Abbeville cedex, par décision de son directeur en date du 7 juillet 2016.
275. **80, Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens**, Place Victor Pauchet - 80054 Amiens cedex 1, par décision de son directeur en date du 7 juillet 2016.
276. **83, Centre Hospitalier de Toulon**, 54 rue Ste Claire Deville, CS 31412, 83056 Toulon Cedex, par décision de son directeur du 28 juin 2016.
277. **83, Centre Hospitalier de Hyères**, 54 rue Ste Claire – CS 31412 - 83056 Toulon cedex, par décision de son directeur en date du 28 juin 2016.
278. **83, Centre Hospitalier de Saint Tropez**, RD 559 – Rond-Point du Général Diégo Brosset – 83580 Gassin, par décision de sa directrice en date du 6 juin 2016.
279. **83, Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris**, 119, avenue Georges Clemenceau - 84304 Cavaillon, par décision de son directeur en date du 18 mars 2016.
280. **83, Centre Hospitalier Intercommunal de Fréjus Saint Raphaël (CHIFSR)**, 240 avenue de Saint Lambert – BP 110 – 83608 Fréjus cedex, par décision de son directeur en date du 19 avril 2016.
281. **84, Centre Hospitalier Henri Duffaut**, 305 Rue Raoul Follereau - 84902 Avignon, par décision de son directeur en date du 3 mai 2016.
282. **85, Centre Hospitalier Loire Vendée Océan**, 111 boulevard Guérin - BP 219 - 85302 Challans Cedex 1, par décision de sa directrice en date du 6 juillet 2016.
283. **87, Hôpital Intercommunal du Haut-Limousin**, 4 avenue Charles de Gaulle – 87300 Bellac, par décision de son directeur en date du 24 mars 2016.
284. **87, EHPAD Résidence le Nid**, 1 place du Chabretaire – 87230 CHALUS, par délibération de son conseil d'administration en date du 24 octobre 2016
285. **89, Centre hospitalier Gaston Ramon**, 1 avenue Pierre de Coubertin - 89108 Sens, par décision de son directeur en date du 29 avril 2016.
286. **89, Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne**, 4, avenue P. Scherrer – 89011 Auxerre, par décision de son directeur en date du 21 mars 2016.
287. **90, Hôpital Nord Franche Comté**, 14, rue de Mulhouse - 90016 Belfort, par décision de son directeur en date du 1^{er} août 2016.
288. **971, Centre Hospitalier Louis Daniel Beauperthuy**, route de Baie Mahault – 97116 Pointe Noire, par décision de son directeur en date du 20 juin 2016.
289. **972, Centre Hospitalier du Saint-Esprit**, BP 176 – Route de Petit-Bourg – 97270 Saint Esprit, par décision de sa directrice en date du 14 avril 2016.
290. **972, Centre Hospitalier Universitaire de Martinique**, route de Châteauboeuf - CS 90632 – 97261 Fort de France cedex, par décision de son directeur en date du 24 mai 2016.
291. **974, EPSMR**, 42, chemin du Grand Pourpier - 97866 Saint-Paul, par décision de son directeur en date du 12 avril 2016.

292. **974, Centre Hospitalier Gabriel Martin**, 38, rue Labourdonnais - 97960 Saint-Paul, par décision de son directeur en date du 12 avril 2016.

Article 2 : Objet

Le groupement d'intérêt public « Réseau des acheteurs hospitaliers » a pour objet d'appuyer la recherche de performance des acteurs du secteur sanitaire, médico-social et social grâce à la mutualisation et la professionnalisation de leurs achats et de la logistique qui leur est associée, en mettant en commun les moyens nécessaires à cet appui.

Il constitue pour cela :

- **une centrale d'achat au sens de l'article 26 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.**

Celle-ci a pour mission de passer des marchés, de conclure des accords-cadres de travaux, fournitures ou services et d'acquérir des fournitures ou services destinés aux pouvoirs adjudicateurs intervenant dans le secteur sanitaire, médico-social ou social dont le siège est situé en France ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Elle peut également dans ce cadre réaliser des activités d'achat auxiliaire, qui consistent à fournir une assistance à la passation des marchés publics, notamment sous les formes suivantes :

- Mise à disposition d'infrastructures techniques permettant aux pouvoirs adjudicateurs de conclure des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services ;
- Conseil sur le déroulement ou la conception des procédures de passation de marchés publics ;
- Préparation et gestion des procédures de passation de marchés publics au nom du pouvoir adjudicateur concerné et pour son compte.

- **Un centre de ressources et d'expertise.**

Celui-ci a pour mission de renforcer la professionnalisation des achats et de la logistique des acteurs intervenant dans le secteur sanitaire, médico-social et social en proposant notamment des actions ou des solutions dans les domaines suivants : conseil et appui à l'organisation des achats, conception et implémentation de plans d'action achat, formation et transformation des compétences, système d'information, etc.

Le GIP « Réseau des acheteurs hospitaliers » pourra engager toute action ou mener toute coopération lui permettant de réaliser son objet et notamment :

- Participer, en Ile-de-France, à la mise en œuvre du projet régional de santé, au renforcement des coopérations entre les établissements et à une meilleure coordination du parcours de soins ;
- Soutenir les politiques publiques, notamment celles en faveur de la réorganisation du système de santé, du bien vieillir et du maintien de l'autonomie, de l'innovation et du développement durable ;

- Créer et gérer des centres de services partagés relatifs aux fonctions support, notamment des plateformes logistiques ;
- Être mandataire d'une ou plusieurs autorités concédantes ou coordonnateur de groupement d'autorités concédantes au sens de l'article 26 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Développer des relations de coopération et d'échange, notamment au niveau européen, avec les autres opérateurs intervenant dans le domaine de la professionnalisation et de la mutualisation des achats ;
- Devenir membre d'autres personnes morales ;
- Développer autant que de besoin des prestations de service spécifiques pour répondre à la demande individuelle ou groupée d'un ou plusieurs de ses membres ou de personnes tierces

Le GIP exerce son activité sur le territoire national. Il peut engager, par ailleurs, des actions, notamment de coopération, en lien avec son objet, au niveau européen ou international.

Article 3 : Siège social

Le siège social du groupement est fixé au 47 rue de Charonne, 75011 Paris.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

Article 4 : Durée

Le groupement est constitué pour une durée déterminée de 15 ans à compter du 1er janvier 2016.

Article 5 : Adhésion, retrait, exclusion

5-1 : Adhésion

Le groupement peut accepter de nouveaux membres, dès lors que ceux-ci relèvent du statut de pouvoir adjudicateur agissant dans le domaine sanitaire, médico-social ou social, et notamment des établissements publics de santé supports de groupements hospitaliers de territoires ayant leur siège social en dehors de la région Ile-de-France.

L'adhésion d'un nouveau membre relève de la compétence du conseil d'administration.

5-2 : Retrait

Tout membre du groupement peut s'en retirer librement, à condition qu'il s'acquitte de ses éventuelles obligations envers le groupement, en notifiant son intention par lettre recommandée adressée au directeur du groupement.

Le conseil d'administration constate ensuite par délibération le retrait du membre.

5-3 : Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par le conseil d'administration en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le(s) représentant(s) du membre concerné sont entendus au préalable par le conseil d'administration.

TITRE II : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Article 6 : Capital

Le groupement est constitué sans capital.

Article 7 : Droits et obligations des membres du groupement

7-1 : Droits

Les membres dont le siège social est situé en Ile-de-France bénéficient de trois voix à l'assemblée générale.

Les autres membres bénéficient d'une voix.

7-2 : Obligations

Les membres du groupement ne sont pas solidaires à l'égard des tiers.

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur contribution aux charges du groupement, conformément à l'article 108 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011.

Chacun des membres s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers les informations qui lui auront été désignées comme confidentielles par le groupement.

Article 8 : Ressources du groupement

Les ressources du groupement sont :

- Les contributions financières des membres ;
- La mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements ;
- Les subventions ;
- Les produits des biens propres ou mis à sa disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle ;
- Les emprunts ;
- Les ressources d'origine contractuelle ;
- Les dons et legs.

Article 9 : Personnels du groupement

Les personnels du groupement sont soumis au régime de droit public.

Pour l'exécution de la présente convention, des agents de l'Etat, des agents des collectivités publiques ou établissements publics peuvent être mis à disposition ou détachés, conformément à leurs statuts et aux règles de la Fonction Publique.

Des agents contractuels peuvent également être recrutés.

9-1 : Mise à disposition

Les personnels mis à la disposition du groupement conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs salaires ainsi que leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement. Ces personnels sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnels seront remis à la disposition de leur administration ou organisme d'origine :

- Par décision du directeur du groupement,
- Sur leur demande.

9-2 : Détachement

Des agents de l'Etat, des collectivités territoriales ou des établissements publics peuvent être détachés auprès du groupement, conformément aux dispositions statutaires qui leur sont applicables.

9-3 : Personnels propres au groupement

Des agents contractuels peuvent être recrutés.

Ils sont salariés du groupement et placés sous l'autorité du Directeur.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes participant au groupement.

Article 10 : Propriété des équipements

Les matériels ou autres biens, mis à la disposition du groupement par un membre, restent la propriété de celui-ci.

Les matériels ou autres biens achetés par le groupement sont considérés comme sa propriété.

En cas de liquidation du groupement, ses biens et équipements sont dévolus selon les règles déterminées en assemblée générale.

Article 11 : Propriété intellectuelle

Les productions notamment écrites, audiovisuelles ou informatiques, issues des travaux du groupement donnent lieu à des droits d'auteur tels que définis par le Code de la propriété intellectuelle.

Il peut être procédé à leur commercialisation.

Les travaux effectués dans le cadre du groupement peuvent également donner lieu au dépôt, à l'exploitation de brevets, licences, à la constitution de dossiers techniques relatifs aux inventions, marques, dessins et modèles nés de ces travaux.

Article 12 : Budget

Le budget est élaboré par le directeur du groupement. Il prévoit l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. Il est voté chaque année par le conseil d'administration.

Article 13 : Tenue des comptes et gestion, réglementation applicable aux achats

Le groupement applique les titres I et III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif au régime budgétaire et comptable public à l'exception du 1° et 2° de l'article 175, et des articles 178 à 185 et 204 à 208.

L'exercice commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

La tenue des comptes du groupement est assurée par un agent comptable désigné par le Ministère du Budget.

Les achats réalisés sur le budget du groupement sont soumis à la l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Article 14 : Contrôle de la Chambre Régionale des Comptes

Le groupement est soumis au contrôle de la chambre régionale des comptes en vertu de l'article L 211-9 du code des juridictions financières.

Article 15 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et est clôturé le 31 décembre de chaque année.

TITRE III : ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 16 : Assemblée générale

16-1 : Organisation et fonctionnement

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des représentants des membres du groupement.

Les membres dont le siège social est situé en Ile-de-France bénéficient de trois voix à l'assemblée générale. Les autres membres bénéficient d'une voix.

Les membres de l'assemblée générale exercent gratuitement leur fonction.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil d'administration. En cas d'empêchement du président du conseil d'administration, la présidence de l'assemblée revient au vice-président.

L'assemblée générale se réunit sur convocation du président du conseil d'administration au moins une fois par an.

L'assemblée générale se réunit à la demande du quart au moins des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

L'agent comptable du groupement est convié avec voix consultative à l'assemblée générale.

Sont invités à l'assemblée générale, avec voix consultative, pour les questions relevant de leurs compétences :

- Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France, ou son représentant ;
- Le Délégué Régional de la Fédération Hospitalière d'Ile-de-France, ou son représentant.
- Le Directeur Général de l'Offre de Soins, ou son représentant ;
- Le Directeur Général de la Cohésion Sociale, ou son représentant ;
- Le Délégué Général de la Fédération Hospitalière de France, ou son représentant.

Le directeur, accompagné des collaborateurs de son choix, assiste à l'assemblée générale et en assure le secrétariat.

Chaque membre peut donner mandat à un autre membre de le représenter. Le nombre de mandats détenus par un membre n'est pas limité.

La convocation est adressée par courrier 7 jours au moins à l'avance. Elle indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si des membres représentant au moins un quart des voix sont représentés.

Si le quorum ne peut être atteint à la première convocation, l'assemblée générale est convoquée une deuxième fois dans les 15 jours et peut délibérer quel que soit le nombre de membres représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres votants.

En cas de partage des voix, la voix du président du conseil d'administration est prépondérante.

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal et obligent tous les membres.

16-2 : Compétences

Sont de la compétence de l'assemblée générale :

- La modification ou le renouvellement de la convention constitutive ;
- La transformation du groupement en une autre structure ;
- La désignation des membres du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 17 ;
- La dissolution anticipée du groupement.

Article 17 : Conseil d'administration

17-1 : Composition

Le conseil d'administration est composé de la façon suivante :

- 26 membres élus par l'assemblée générale :
 - o 15 représentants issus du collège des établissements publics de santé dont le siège social est situé en Ile-de-France ;
 - o 4 représentants issus du collège des établissements médico-sociaux et sociaux et leurs structures de coopération dont le siège social est situé en Ile-de-France ;
 - o 5 représentants issus du collège des établissements publics de santé dont le siège social est situé hors Ile-de-France, dont au moins un a le statut de Centre Hospitalier Universitaire ;
 - o 1 représentant issu du collège des établissements de santé privés à but non lucratif ;
 - o 1 représentant issu du collège des autres organismes.

Les administrateurs sont élus pour une durée de trois ans.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, l'élection d'un nouvel administrateur doit avoir lieu lors de la prochaine assemblée générale. L'administrateur ainsi désigné achève le mandat de son prédécesseur.

- Un représentant du Service de Santé des Armées ;
- Les anciens présidents du groupement, dès lors qu'ils sont encore en activité dans un établissement public de santé membre du groupement, sont membres de droit du conseil d'administration.

Chaque administrateur dispose d'une voix.

Le mandat des administrateurs est exercé gratuitement.

L'agent comptable du groupement est convié avec voix consultative à l'assemblée générale.

Sont invités au conseil d'administration, avec voix consultative, pour les questions relevant de leurs compétences :

- Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France, ou son représentant ;
- Le Délégué Régional de la Fédération Hospitalière d'Ile-de-France, ou son représentant ;
- Le Directeur Général de l'Offre de Soins, ou son représentant ;
- Le Directeur Général de la Cohésion Sociale, ou son représentant ;
- Le Délégué Général de la Fédération Hospitalière de France, ou son représentant.

Le directeur, accompagné des collaborateurs de son choix, assiste au conseil d'administration et en assure le secrétariat.

Le président du conseil d'administration peut également inviter toute autre personne compétente aux réunions du conseil d'administration en fonction de l'ordre du jour.

17-2 : Compétence

Le conseil d'administration définit la politique générale du groupement.

Il est compétent et délibère sur :

- L'adhésion de nouveaux membres ;
- Le retrait ou l'exclusion de membres ;
- La nomination du directeur du groupement, dans les conditions prévues à l'article 19 ;
- L'adoption du programme annuel d'activités et du budget correspondant ;
- L'arrêt et l'approbation des comptes de chaque exercice ;
- La création d'emplois pour le groupement ;
- Le plan de formation propre à l'ensemble des personnels du groupement ;
- La possibilité d'instauration d'un dispositif de protection sociale complémentaire ;
- La création du comité technique ;
- La création d'une commission consultative paritaire pour les agents régis par les dispositions mentionnées au II de l'article 1^{er} du décret n°2013-292 du 5 avril 2013 ;
- La création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- Le règlement intérieur du groupement ;
- L'acceptation des dons et legs ;
- L'autorisation pour le directeur de transiger au-delà du montant fixé ;
- Le montant au-delà duquel le directeur doit être autorisé à transiger par délibération du conseil d'administration.

17-3 : Organisation et fonctionnement

Sur la convocation de son président, le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige. La réunion peut se faire également à la demande de la moitié de ses membres.

La convocation est adressée par courrier 7 jours au moins à l'avance. Elle indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter.

Si le quorum ne peut être atteint à la première convocation, le conseil d'administration est convoqué une deuxième fois dans les 15 jours et peut délibérer quel que soit le nombre de membres représentés.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des membres votants. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal et obligent tous les membres.

Article 18 : Présidence et vice-présidence du conseil d'administration

Le président et le vice-président sont élus par le conseil d'administration.

Article 19 : Directeur du groupement

Sur proposition de son président, après avis du Directeur Général de l'ARS Ile-de-France et du Directeur Général de l'Offre de Soins, le conseil d'administration nomme un directeur et peut mettre fin à ses fonctions.

Le directeur représente le groupement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il prépare les travaux du conseil d'administration et lui soumet notamment un plan d'action pluriannuel.

Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale et met en œuvre la politique du groupement.

Il assure le secrétariat du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Il est ordonnateur des dépenses et des recettes du groupement, et est compétent pour régler les affaires du groupement autres que celles qui sont énumérées aux articles 16-2 et 17-2 de la présente convention.

Il peut transiger.

Il peut déléguer sa signature par décision expresse de façon limitée quant à la durée et à l'objet de cette délégation.

Il assure la gestion et la coordination générale de l'action du groupement, et en tient le conseil d'administration informé.

TITRE IV : DISSOLUTION, LIQUIDATION, CONDITION SUSPENSIVE

Article 20 : Dissolution

Le groupement est dissout de plein droit par la réalisation ou l'extinction de son objet.

Il peut être dissout sur proposition du conseil d'administration, par décision de l'assemblée générale, prise à la majorité qualifiée des trois quarts des membres votants.

Article 21 : Liquidation

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation mais la personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale extraordinaire fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Article 22 : Dévolution des biens

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du groupement sont dévolus conformément aux décisions adoptées par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.

Article 23 : Condition suspensive

La présente convention ainsi que ses modifications éventuelles entreront en vigueur sous réserve de leur approbation par les autorités compétentes.

Convention signée par chaque membre du groupement (documents d'adhésion annexés à la présente convention).

Annexe 2 : Tarifs adhésions GIE RESAH

Décision n°2022-07 : Montant des tarifs d'adhésion au GIP et à la centrale d'achat pour l'année 2023

Vu la convention constitutive du GIP Resah, et notamment son article 19 ;

Vu la délibération 2022-07 du 29 septembre 2022 du conseil d'administration du GIP Resah ;

Le directeur général du GIP décide :

ARTICLE 1. OBJET

La présente décision fixe le montant des cotisations d'adhésion au GIP et à la centrale d'achat pour l'année 2023.

ARTICLE 2. MONTANTS DES TARIFS D'ADHESION

Les montants de la cotisation d'adhésion au GIP sont fixés à :

- Établissements de santé (EPS et ESPIC) : 600 euros
- Etablissements médico-sociaux : 300 euros
- Autres organismes : 600 euros

Les établissements partie à un GHT sont exonérés du montant de la cotisation d'adhésion au GIP si leur établissement support a souscrit pour leur compte à la convention d'accès aux services d'achat centralisé.

Les montants de la cotisation d'adhésion à la centrale d'achat sont fixés à :

- Etablissements médico-sociaux : 300 euros
- Autres organismes : 600 euros

ARTICLE 3. EFFET

La présente décision prend effet immédiatement. Elle sera notifiée à chaque membre du GIP et adhérent de la centrale d'achat. Les cotisations d'adhésion seront facturées au premier trimestre 2023.

Fait à Paris, le 5 octobre 2022

Le directeur général du GIP Resah

Dominique LEGOUGE



PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

CINQUIÈME RAPPORT D'AFFECTATION PTNUM - ADHÉSION GIE RESAH - AVENANT N° 1 ANNEXE PROJET GERTRUDE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 15-250 du 19 avril 2015 approuvant la convention entre la région et l'association EPSILON pour la prise en charge du projet GERTRUDE II ;

VU la délibération n° CP 2017-225 du 17 mai 2017 portant sur la maintenance de l'application GERTRUDE II ;

VU la délibération n° CP 2019-221 du 22 mai 2019 portant sur l'avenant n°1 pour le renouvellement du contrat de tierce maintenance applicative de l'application GERTRUDE II ;

VU la délibération n° CP 2021-068 du 21 janvier 2021 portant sur l'avenant n°2 entre la région et EPSILON pour l'audit de qualité de l'application GERTRUDE II ;

VU la délibération n° CP 2022-191 du 19 mai 2022 approuvant l'annexe relative au projet GERTRUDE – GIII- AME

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-021 du 25 janvier 2023 portant premières affectations de crédits pour le Pôle Numérique ;

VU le budget 2023 de la Région ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-332 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **1 504 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200202 « Développements de logiciels et progiciels » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 2 :

Décide d'affecter en autorisation de programme **232 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200203 « Assistance informatique Pacte » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 3 :

Décide d'affecter en autorisation de programme **231 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200204 « Transformation numérique – SMART services » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 4 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **299 400 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « Informatique » du budget 2023 liées aux Systèmes d'information.

Article 5 :

Décide l'adhésion au titre de l'année 2023 au GIE Réseaux des acheteurs Hospitaliers (RESAH) et de verser la cotisation de **600 €**.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **600 €** au GIE Réseaux des acheteurs Hospitaliers (RESAH) sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « Informatique » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

Article 6 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **110 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200503 « Télécommunications » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées aux télécommunications.

Article 7 :

Décide d'affecter, en autorisation d'engagement **80 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la Collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200504 « Assistance informatique PACTE » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

Article 8 :

Décide d'affecter, en autorisation de programme **16 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme HP288-007 (128007) « Ressources numériques - manuels », action 12800701 « Manuels et ressources pédagogique » sur le budget régional 2023, au titre de commande d'ordinateurs des lycéens et des actions d'accompagnement de l'écosystème numérique auprès des coordonnateurs numériques des lycées pour la rentrée 2023.

Article 9 :

Décide d'affecter, en autorisation de programme **500 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numériques des lycées – lycées publics » sur le budget régional 2023, afin de permettre les prestations de développement des modules du marché place de services numériques (PSN) pour les lycées publics.

Article 10 :

Décide d'affecter, en autorisation de programme **450 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numériques des lycées – lycées publics » sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements numériques de filières des lycées.

Article 11 :

Décide d'affecter, en autorisation de programme **500 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numériques des lycées – Lycée publics » sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements réseaux des lycées.

Article 12 :

Décide d'approuver l'avenant n°1 de l'annexe relative au projet GERTRUDE – GIII- AME joint en annexe 1 à la présente délibération avec EPSILON et autorise la présidente du conseil régional d'Île de France à le signer.

Article 13 :

Décide d'approuver le protocole transactionnel conclu avec la société CAP COLLECTIF dans le cadre du marché n° 2000486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » joint en annexe 2 à la présente délibération et d'autoriser la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Article 14 :

Décide d'approuver le protocole transactionnel conclu avec la société CLOUD SOLUTIONS dans le cadre du marché n° 2000486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » joint en annexe 3 à la présente délibération et d'autoriser la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Article 15 :

Décide d'approuver le protocole transactionnel conclu avec la société OPENDATASOFT dans le cadre du marché n° 2000486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » joint en annexe 4 à la présente délibération et d'autoriser la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Article 16 :

Décide d'approuver le protocole transactionnel conclu avec la société OUTSCALE dans le cadre du marché n° 2000486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » joint en annexe 5 à la présente délibération et d'autoriser la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Avenant 1 annexe-projet GIII-AMEH - GERTRUDE



Centrale d'Achat Informatique
Hôtel de Région
14, rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX CEDEX

Avenant n°1 à l'annexe projet GIII-AMEH Tierce Maintenance Applicative et Evolutive de la solution GERTRUDE

Préambule

Dans le cadre de la démarche de mutualisation portée par Epsilon, 16 Régions membres de la centrale d'achat informatique Epsilon se sont associées pour mener à bien la Tierce Maintenance Applicative (TMA) de GERTRUDE, logiciel support de la refonte du système de production et de diffusion de leurs Services Régionaux de l'Inventaire du Patrimoine.

Epsilon a notifié un accord-cadre à ATOL SAS le 19 octobre 2021 pour une durée de 2 ans et chacune des 16 Régions a validé dans un 1^{er} temps son engagement en ratifiant l'annexe-projet détaillée initiale GIII-AMEH jusqu'au 19 octobre 2023.

D'octobre 2021 à octobre 2023, les évolutions ont concerné à la fois l'amélioration de la robustesse, du déploiement et de la sécurité du système, la refonte du site de diffusion, l'amélioration de l'utilisabilité de l'application et le développement de l'interopérabilité des données.

Depuis le printemps 2023, il a été lancé en parallèle à la poursuite du programme d'évolutions métier, une étape de preuve de concept de réingénierie des fondations technique et métier de la solution par appartement, et en fonction de la réussite de cette première expérimentation qui sera évaluée à l'automne 2023, le COPIL choisira de poursuivre ou non ce processus de réingénierie continue.

A ce titre, une assistance à maîtrise d'ouvrage informatique s'avèrera nécessaire pour appuyer les travaux de la Direction de projet et conseiller les Régions dans la prise de décision.

S'agissant des évolutions métier programmées, elles concernent la poursuite de l'amélioration de l'interopérabilité, la mise en place d'un processus de synchronisation de thésaurus avec le Ministère, l'usage et la valorisation de la structuration documentaire des dossiers de l'Inventaire, le « versionning » et la pérennisation des données.



Les Régions doivent par conséquent réengager des crédits pour la feuille de route des évolutions mutualisées des deux dernières années jusqu'au 19 octobre 2025 et faire ratifier le présent avenant 1 à l'annexe-projet initiale qui formalise leurs engagements et le cadre de mutualisation en s'appuyant sur les principes de la convention-cadre que chaque Région a signée avec Epsilon.

Les commandes et les éventuels marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre notifié en 2021 par Epsilon au prestataire ATOL pourront être passés, exécutés et payés selon les deux procédures prévues à la convention-cadre Epsilon :

- Soit directement par Epsilon, pour les prestations mutualisées (procédure A)
- Soit directement par l'une des Régions ou collectivités participantes, pour des besoins spécifiques (procédure B)

Dans le souci de sécuriser l'utilisation du logiciel par les Régions membres, la licence d'utilisation sera à nouveau annexée au présent avenant 1.

Article 1 Objet

Le présent avenant 1 vise à redéfinir les dispositions financières du projet, le périmètre des prestations attendues restant inchangé.

Article 2 Conditions de poursuite de participation au projet

La poursuite de la participation de chaque Région membre du projet GIII-AMEH est soumise à une décision formelle d'approbation de cet avenant 1, selon la forme juridique adaptée à son arrêté de délégation de signature. Une copie de l'acte portant cette décision sera alors transmise à l'association Epsilon, une fois le retour des services du Contrôle de Légimité effectif.

Chaque Région est alors engagée pour sa réalisation dans la limite des montants indiqués pour sa propre part, à l'article 3. Elle s'engage à inscrire concomitamment à son budget ladite enveloppe financière.

De même, l'association Epsilon est engagée sur la durée et au prix fixé à ce même article 3.

Article 3 Dispositions financières du projet

Concernant les Régions ultra-marines participantes (Guyane, Guadeloupe, Réunion¹), il est convenu que, compte-tenu de leur contexte de mise en œuvre plus restreint, leur quote-part de participation mutualisée est de 1/3 de celle d'une Région métropolitaine. A elles trois, les Régions ultra-marines contribuent donc à hauteur d'une Région métropolitaine, portant à 14 l'équivalent total de

¹ La Martinique ayant décliné sa participation dès le début de la démarche

Régions susceptibles participer au projet pour les 2 dernières années de l'accord-cadre.

3.1 Maintenance corrective et assistance au forfait - Enveloppe financière, clé de répartition

Cette prestation a déjà donné lieu à une commande couvrant une période de 2 ans allant jusqu'au 19/10/2023 sur le fondement de l'accord-cadre 2021-01.

L'engagement financier y compris les révisions de prix (estimées sur la base d'un coefficient de 1,05) à prévoir par chacune des Régions sera égal pour la maintenance corrective et l'assistance du logiciel et de la forge **du 19/10/2023 au 19/10/2025** pour un montant de **260 820 €TTC** pour **2 ans** à :

	Participation (Révision de prix estimée intégrée avec un coefficient x1,05)
Région métropolitaine (1/14)	18 630 €TTC
Région ultra-marine (1/14/3)	6 210 €TTC

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la procédure A de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.2 Service d'assistance à la maîtrise d'ouvrage informatique - Evolutions mutualisées et individualisées de la suite logicielle - Réversibilité sortante - Enveloppes financières, clé de répartition

3.2.1 Service mutualisé d'assistance à la maîtrise d'ouvrage informatique

Le montant de ces prestations est globalement évalué à **98 000 €TTC** sur les 2 dernières années. L'engagement financier par Région est alors le suivant:

	Participation (Révision de prix estimée intégrée avec un coefficient x 1,05)
Région métropolitaine (1/14)	7 000 €TTC
Région ultra-marine (1/14/3)	2 335 €TTC

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.2.2 Evolutions mutualisées entre les 16 Régions

Epsilon lancera des commandes ou des marchés subséquents mutualisant les prestations d'évolutions pour GERTRUDE.

Pour couvrir la feuille de route décrite dans le préambule, le budget de l'annexe-projet initiale est maintenu et ajusté au montant de **518 700 €TTC**, révision de prix estimée intégrée.

L'enveloppe que chaque Région autorise **sur les deux dernières années de l'accord-cadre** en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

	Participation <i>(Révision de prix estimée intégrée avec un coefficient x1,05)</i>
Région métropolitaine (1/14)	37 050 €TTC
Région ultra-marine (1/14/3)	12 350 €TTC

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.2.3 Evolutions individualisées par une Région membre

Chaque Région pourra commander des prestations d'évolution spécifiques dans le cadre de la **procédure B** de la convention-cadre. L'engagement financier pris dans le cas de prestations individualisées est de la responsabilité de chaque Région. Elle demandera une autorisation à Epsilon pour activer une procédure B, décrira le contenu des prestations et lui fournira un justificatif relatif aux crédits votés qui pourra prendre la forme d'un simple courrier ou mail d'une personne habilitée. Elle fera référence dans sa commande ou son marché à l'annexe-projet 2021-01 et au présent avenant 1 (Cf article 4.3).

3.2.4 Réversibilité sortante mutualisée entre les 16 Régions

L'enveloppe que chaque Région autorise **au titre de la transition sortante (27 720 €TTC** au total avec la révision de prix intégrée, estimée sur la base d'un coefficient de 1,05) en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

	Participation <i>(Révision de prix estimée intégrée avec un coefficient x1,05)</i>
Région métropolitaine (1/14)	1 980 €TTC
Région ultra-marine (1/14/3)	660 €TTC



Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

Article 4 Dispositions tenant à la propriété intellectuelle

4.1 A propos des droits sur le logiciel GERTRUDE cédés par ATOL par le biais d'un ancien groupement de commandes et de sa cession à Epsilon

Le Prestataire responsable de la réalisation et de la maintenance de GERTRUDE est la société ATOL. Deux consultations juridiques d'avocats ont fait successivement apparaître que la Région Auvergne-Rhône-Alpes était seule signataire mais qu'il était néanmoins possible de considérer que l'ensemble des Régions faisant partie du groupement de commandes étaient bénéficiaires des droits.

Compte tenu de l'aléa existant sur ce point et en vue d'une régularisation définitive de la question, il a été admis par l'annexe-projet initiale GIII-AMEH 2021-01 que les Régions qui ont fait partie du groupement de commandes initial ont ratifié la cession des droits patrimoniaux de GERTRUDE à titre exclusif au profit d'Epsilon.

Il est rappelé que les Parties se sont entendues pour transférer leurs droits de propriété intellectuelle sans s'attacher au formalisme de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle au regard de la jurisprudence dite Perrier (Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 13 octobre 1993, 91-11.241) qui a notamment retenu que : « *les dispositions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle régissent les seuls contrats consentis par l'auteur dans l'exercice de son droit d'exploitation, et non ceux que peuvent conclure les cessionnaires avec des sous-exploitants (...)* ».

4.2 A propos des droits sur le logiciel AUGUSTIN cédés par ATOL à la Région Nouvelle-Aquitaine et de sa cession à Epsilon

Le Prestataire responsable de la réalisation et de la maintenance d'AUGUSTIN est la société ATOL. Cette société a cédé les droits patrimoniaux à titre exclusif à la Région Nouvelle-Aquitaine. La Région Nouvelle-Aquitaine a cédé à son tour par l'annexe-projet initiale GIII-AMEH 2021-01 ses droits patrimoniaux à titre exclusif à Epsilon.

4.3 A propos de la tierce maintenance applicative et évolutive de GERTRUDE couverte par des contrats entre ATOL et Epsilon

Des marchés de Tierce maintenance applicative et/ou évolutive de GERTRUDE ont été conclus entre ATOL et Epsilon jusqu'à l'actuel accord-cadre 2021-01. Cette société a cédé les droits patrimoniaux à titre exclusif à Epsilon en ce qui concerne les évolutions qui pourrait naître des contrats précités et en cours. Les Régions qui ont commandé des prestations spécifiques en procédure B dans les contrats passés par Epsilon avec ATOL ont cédé ou entendent céder les droits patrimoniaux de ces développements à titre exclusif à Epsilon.

4.4 A propos de la licence accordée par Epsilon à l'ensemble des Régions parties au présent avenant 1 sur les logiciels GERTRUDE et AUGUSTIN



Epsilon, qui a préalablement acquis les droits, (4.1- 4.2- 4.3) concède aux 16 Régions membres du projet les droits d'utilisation de GERTRUDE et AUGUSTIN. Epsilon, dans le cadre de la licence ci-jointe en annexe au présent avenant 1, cède aux Régions à titre non exclusif les droits d'utilisation de GERTRUDE.

Chaque développement spécifique (procédure B) commandé par une Région, dans le cadre de l'annexe-projet initiale et du présent avenant 1, a donné ou donnera lieu à conception d'un composant dont chaque Région partenaire du projet de logiciel (dont fait partie ce composant) a pu ou pourra ensuite bénéficier.

Dans le cadre de la procédure B, la Région ou la collectivité qui passe directement une commande ou le cas échéant un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre 2021-01 pour des prestations spécifiques, s'engage impérativement à faire référence à l'accord-cadre 2021-01 et à cet avenant 1 qui prévoit que les droits de la Propriété Intellectuelle remontent à Epsilon quelle que soit la procédure retenue, A ou B.

La licence d'utilisation mise en place par Epsilon annexée au présent avenant 1 prévoit que les Régions membres du projet GERTRUDE puissent utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B et qu'une Région qui quitterait le projet puisse continuer à utiliser le logiciel, voire le confier à un tiers pour sa maintenance et ses évolutions.

A ce sujet et compte tenu du fait que les contributions financières d'une Région sur les développements issus du logiciel qu'elle souhaiterait utiliser ne sont pas nécessairement d'un niveau homogène (au regard notamment de la date d'arrivée de la Région dans Epsilon ou dans le Projet), la Région accepte, si un écart significatif devait être constaté, que la poursuite de l'utilisation du logiciel dans sa version la plus récente, donnera lieu à des discussions afin qu'Epsilon l'autorise.

Fait à ;

Le ;

En 2 exemplaires originaux ou un seul exemplaire signé électroniquement

Le Président d'Epsilon	La Région



ANNEXE 1 - Licence des droits de Propriété Intellectuelle au profit des REGIONS membres du projet GERTRUDE

Préambule

Epsilon, titulaire des droits patrimoniaux, concède à la Région par cette licence les droits nécessaires à l'utilisation de la suite logicielle GERTRUDE intégrant les logiciels GERTRUDE et AUGUSTIN.

Il est néanmoins précisé qu'en cas de départ du projet GERTRUDE, la Région conserve la possibilité de continuer d'utiliser les logiciels GERTRUDE et AUGUSTIN jusqu'aux versions pour lesquelles la Région a participé aux financements des dépenses mutualisées de réalisation et de maintenance. La Région peut faire maintenir et évoluer, à ses frais, par un tiers au projet initial (maintenance tierce) le logiciel GERTRUDE.

La Région ne peut pas céder les droits du logiciel GERTRUDE et du logiciel AUGUSTIN à un tiers sans l'accord du COPIL GERTRUDE et d'Epsilon. La Région est autorisée par Epsilon dans le cadre de l'annexe-projet et du présent avenant 1 à commander des développements spécifiques en procédure B relatifs aux logiciels. Ces développements deviendront la propriété d'Epsilon et seront utilisés par la communauté des Régions signataires de l'annexe-projet et de l'avenant 1.

Article 1 : Définitions

Le terme Logiciel désigne les composants du logiciel comprenant l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (code source, code objet) ainsi que l'ensemble de la documentation technique relative à son exploitation.

Article 2 : Durée de la licence

La licence est conclue pour la même durée que celle du présent avenant 1 à l'annexe-projet initiale GIII-AMEH 2021-01.

Article 3 : Objet de la licence

La licence définit les termes et conditions dans lesquelles Epsilon consent à la Région, qui accepte à titre non exclusif les droits d'utilisation des Logiciels :

- **GERTRUDE**: Groupe d'Etude, de Recherche Technique, de Réalisation et d'Utilisation du dossier Electronique de l'inventaire du patrimoine culturel
- **AUGUSTIN** : composant photothèque de GERTRUDE

Article 4 : Droits d'utilisation du Logiciel

La licence d'utilisation des Logiciels permet à la Région d'utiliser lesdits Logiciels conformément à leur destination, à savoir la gestion et la valorisation des



dossiers du SRI, pour ses besoins propres sur son système d'information ou tout autre qui viendrait à s'y substituer.

Au titre du droit d'utilisation concédé par la présente licence d'utilisation, la Région pourra reproduire, de façon permanente ou provisoire, les Logiciels, aux fins de chargement, affichage, exécution, transmission ou stockage de ces Logiciels.

La Région pourra effectuer une copie de sauvegarde des Logiciels, sauf si ladite copie est fournie par Epsilon. La Région aura sur la copie de sauvegarde les mêmes droits et obligations que sur les exemplaires des Logiciels concédés en licence.

En dehors des droits concédés au présent article ci-dessus et sans préjudice de ceux-ci, la Région n'est pas autorisée au titre des présentes à :

- Copier, imprimer, transférer, transmettre tout ou partie du Logiciel ;

Ces restrictions de propriété intellectuelle ne sont pas contradictoires avec la mise à disposition de la solution cible aux différents partenaires conventionnés avec chaque Région qui participent à la réalisation de l'inventaire du patrimoine culturel.

- Compiler les Logiciels, les décompiler, les désassembler, les traduire, les analyser, procéder au reverse engineering ou tenter d'y procéder, sauf dans les limites autorisées par la loi ;
- A céder les droits dont il dispose à un tiers.

Au titre de la Licence, Epsilon concède à la Région relativement aux Logiciels, les droits de :

- Reproduction et utilisation des logiciels, par quelque procédé que ce soit, sur tout support papier, magnétique, optique, vidéographique ou numérique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- Dans le cadre de commandes réalisées en procédure B conformément au présent avenant 1 à l'annexe-projet GERTRUDE : Adaptation, modification des logiciels ;
- Le tout pour ses besoins propres.

Cette concession de droits est effective pour le monde entier et pour toute la durée de la Licence.

Conformément à l'avenant 1 de l'annexe-projet, les Régions membres de la communauté GERTRUDE pourront utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B.

Dans l'hypothèse où une Région devait quitter le projet, elle pourra continuer à utiliser les Logiciels à l'exclusion des composants et des versions qu'elles n'auraient pas financés sauf accord d'Epsilon.

Le cas échéant, la Région pourra confier la maintenance et les évolutions à un tiers.



Article 5 : Garantie d'éviction

Les Régions s'étaient vues garantir par le Prestataire à l'origine de la conception des Logiciels la conformité de ceux-ci. Epsilon qui détient l'intégralité des droits patrimoniaux s'est vue garantir que les Logiciels ne constituent pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante et que les droits de propriété intellectuelle des tiers ont été respectés (notamment les droits d'auteur, droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et les marques).

Epsilon s'était vue garantir que le Prestataire ne subissait à la date de signature du contrat aucune revendication.

Dans ces conditions, Epsilon cède à la Région la garantie de jouissance paisible dont elle a elle-même bénéficié dans un contrat séparé.

Article 6 : Sort des droits concédés

Dans l'hypothèse d'une décision de dissolution d'Epsilon, cette dernière s'engage à prévenir préalablement les Régions de cette décision et à leur rétrocéder les droits acquis, à savoir à l'ensemble des Régions sur le Logiciel GERTRUDE et à la Région Nouvelle-Aquitaine sur le Logiciel AUGUSTIN.

Article 7 : Prix

Conformément à l'article L 122-7 du Code de la propriété Intellectuelle, la concession des droits sur les Logiciels est opérée de façon gratuite au bénéfice de la Région.

La Région participe financièrement aux dépenses mutualisées de maintenance et d'évolution des Logiciels dans les conditions de l'avenant 1 et de l'annexe-projet initiale GERTRUDE.

Article 8 : Garantie contractuelle

Epsilon garantit exclusivement la conformité des Logiciels aux caractéristiques fonctionnelles et techniques figurant dans la documentation remise à la Région au titre de la licence.

Epsilon a souscrit une Tierce Maintenance Applicative dont bénéficiera la Région, laquelle maintenance permettra de corriger toute anomalie.

Epsilon fera remonter à la Région et/ ou au Prestataire désigné assurant la maintenance, toute information concernant les anomalies à corriger.

La Région est pleinement informée que les Logiciels qui lui sont concédés ne sont pas exempts d'anomalie et que leur fonctionnement pourrait être interrompu notamment pour des questions de maintenance.

En conséquence, il est rappelé à la Région qu'il lui appartient de prendre toutes les dispositions pour établir les plans de dépannages adéquats et de prendre toute mesure appropriée pour minimiser les conséquences dommageables liées notamment à une possible interruption d'exploitation ou à une possible perte de données générées par les Logiciels et du fait de leur utilisation.



Article 9 : Résiliation

La licence pourra être résiliée de plein droit en cas de non règlement par la Région de ses redevances liées à la tierce maintenance applicative.

La licence pourra être résiliée pour non-respect des obligations, notamment visées à l'article 4.

Dans une telle hypothèse, ce n'est que si les paiements des redevances susvisés ne sont pas honorés dans un délai de 30 jours suivant la réception par la Région d'une lettre LRAR notifiant ce manquement que la résiliation de plein droit pourra être effective.

En cas de cessation des présentes relations contractuelles, la Région s'engage soit à restituer à Epsilon dans les 30 jours de la fin des relations contractuelles, l'ensemble des éléments constitutifs des Logiciels, y compris les supports et toutes les copies qui en auront été faites, en garantissant par écrit l'intégralité de cette remise, soit à fournir par écrit, une attestation certifiant la destruction des Logiciels, de ses supports et de toutes les copies qui auraient pu être faites.

Article 10 : Dispositions générales

Il est entendu entre Epsilon et la Région que les codes sources comprennent les programmes du Logiciel annotés pouvant être lus et interprétés par toute personne connaissant le langage dans lequel ils sont écrits, ainsi qu'une documentation de conception détaillée disponible et organisée dans la forge GERTRUDE.

Annexe 2 : Protocole transactionnel CAP COLLECTIF

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

MARCHE N° 2000486

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien

ENTRE

La Société CAP COLLECTIF dont le siège est situé au 25 rue Claude Tillier 75012 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro SIRET 80337757100036

Représentée par :
Cyril Lage, Président de Cap Collectif

D'une part,

ET

La REGION ILE-DE-FRANCE
Sise 2 Rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, dûment habilitée à cet effet par une délibération de la Commission permanente n° CP 2023-332 en date du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Région »

D'autre part.

Au préalable il est exposé ce qui suit :

À la suite du vote du Conseil Régional le 22 novembre 2018 de la Stratégie Smart Région (CR 2018-052), le marché public n°1800012 a été notifié le 26 novembre 2018. Ce marché a pour objet la conception, la mise en œuvre, la mise à disposition en mode SaaS et l'accompagnement dans le déploiement d'une plateforme de données territoriales (métier, IoT, spatiales, temps réel) et de modélisation 3D à destination de la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

D'une durée de 2 ans à compter de sa notification, ce marché était renouvelable une fois à l'identique. Il s'est donc achevé le 25 novembre 2022, après 4 ans d'exécution. Fin 2022, ce marché a été renouvelé sans mise en concurrence pour une durée de deux ans, notamment afin d'assurer la continuité de services de la plateforme et des smart services existants et ce, en application de l'article R2122-3-2° du code de la commande publique. Un marché d'exclusivité a alors été passé avec le même groupement titulaire en vue de préparer un environnement propice à une future mise en concurrence. Ce marché d'exclusivité numéro 2200486 a été notifié le 29 novembre 2022

Le titulaire du marché est un groupement conjoint d'entreprises composé de :

- SIRADEL : mandataire
- WAVESTONE : co-traitant

Le groupement titulaire a en outre souhaité faire appel aux sous-traitants suivants :

- CAP COLLECTIF : sous-traitant
- CLOUD SOLUTIONS : sous-traitant
- OPENDATASOFT : sous-traitant
- OUTSCALE : sous-traitant

OBJET DU MARCHE

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

ALLOTISSEMENT

Le marché objet du présent protocole n'est pas alloti.

TRANCHES

Le marché ne fait l'objet d'aucune tranche.

FORME DU MARCHE

Ce marché est un accord-cadre.

Il est défini à prix unitaires. L'accord-cadre s'exécutera par émission de bons de commande successifs selon les besoins, conformément aux dispositions des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique.

DATE DE NOTIFICATION ET DUREE

29 novembre 2022

Date d'exécution des prestations à compter du 1^{er} décembre 2022

D'une durée de deux ans

Suite à la notification de ce marché, 5 bons de commandes (BDC) ont été notifiés incluant des prestations réalisées par la société CAP COLLECTIF. Cependant, cette dernière n'a pas fait l'objet d'un acte de sous-traitance préalable à son intervention conformément au code la commande publique. Au moment du paiement des prestations réalisées, les factures ont donc été rejetées.

Le détail des prestations réalisées par bon de commande par la société CAP COLLECTIF est le suivant :

BDC	Prestations réalisées	Montant
5B	Licence d'utilisation de la plateforme Cap Collectif https://budgetparticipatif.smartidf.services du 1er février 2023 au 30 juin 2023 (5 mois) Licence d'utilisation de la plateforme Cap Collectif https://jeparticipe.smartidf.services du 1er janvier au 30 juin 2023 (6 mois)	18 720 € TTC
8B	5e édition du Budget Participatif Ecologique - Précadrage & chiffrage des évolutions workflow mobile	10 032 € TTC
16B	5e édition du Budget Participatif Ecologique : • Modification du script d'import Cap Collectif + imports des données + mise à jour de la plateforme • Assistance / support aux utilisateurs par email pendant le vote (septembre)	23 040 € TTC
19B	5e édition du Budget Participatif Ecologique - Pilotage global lors de la phase de cadrage et de réalisation • Organisation de la comitologie (COTECH et COPIL) • Tenue des comptes-rendus • Participation aux ateliers de conception • Spécifications, organisation des estimations des récits, validation parcours utilisateurs • Définition des évolutions de l'architecture et de l'utilisation des données	50 100 € TTC
28B	Licence d'utilisation de la plateforme Cap Collectif https://budgetparticipatif.smartidf.services du 1er juillet 2023 au 31 janvier 2024 (6 mois) Licence d'utilisation de la plateforme Cap Collectif https://jeparticipe.smartidf.services du 1er juillet 2023 au 31 janvier 2024 (6 mois)	21 840 € TTC
TOTAL		123 732 € TTC

C'est dans ce contexte que, dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du Code civil. Un acte de sous-traitance en bonne et due forme a été notifié le 5 juillet 2023. Le présent protocole ne vise qu'à régler la situation antérieure à la notification de cet acte de sous-traitance.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de régulariser financièrement les prestations effectuées par le sous-traitant CAP COLLECTIF dans le cadre du marché n°2200486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France Smart Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » dans sa première année d'exécution, et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

Le montant dû à la société CAP COLLECTIF au titre du présent protocole est ainsi de 123 732 € TTC (cent vingt-trois mille sept cent trente-deux euros toutes taxes comprises).

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

La Région concède que les prestations ont bien été réalisées par la société CAPCOLLECTIF dans le cadre de bons de commandes notifiés et que la société CAPCOLLECTIF doit à ce titre être payé pour l'ensemble de ces prestations.

La société CAPCOLLECTIF concède que ces prestations ont été réalisées en l'absence de déclaration de sous-traitance conformément au code de la commande publique et que ce manquement est à l'origine des rejets des factures et retards de paiement.

La société CAP COLLECTIF renonce à exercer à l'encontre de la Région toute action tendant à une quelconque indemnisation et frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre des prestations visées ci-dessus, réalisées au titre des bons de commande 5B, 8B, 16B, 19B et 28B du marché n° 2200486.

ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société CAP COLLECTIF dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole.

A défaut de règlement dans le délai fixé ci-dessus la somme due par la Région au titre du protocole sera majorée des intérêts de droit à compter de la date d'exigibilité de ladite somme.

Chaque partie conservera à sa charge les frais et honoraires qu'elle a été contrainte d'engager pour le règlement de la situation objet de ce protocole.

Le versement sera effectué par la Région.

ARTICLE 4 – RENONCIATION A TOUT RECOURS

La présente transaction règle définitivement et sans réserve la situation financière de la société CAP COLLECTIF.

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature résultant de l'exécution du présent protocole et reconnaît, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code Civil, que le présent accord aura entre elles l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région à la société CAPCOLLECTIF, après accomplissement des différentes formalités préalables nécessaires, notamment sa transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 7 – DIVISIBILITE

Si l'une des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches possible des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à _____, le _____

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ».

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente

Pour la société CAP COLLECTIF
Le Président

Annexe 3 : Protocole transactionnel CLOUD SOLUTIONS

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

MARCHE N° 2000486

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien

ENTRE

La Société CLOUD SOLUTIONS dont le siège est situé au 23 rue d'Anjou
75502 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro
SIRET 52889352200045

Représentée par :
Lionel Roux, CEO

D'une part,

ET

La REGION ILE-DE-FRANCE
Sise 2 Rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa
Présidente, dûment habilitée à cet effet par une délibération de la Commission
permanente n° CP 2023-332 en date du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Région »

D'autre part.

Au préalable il est exposé ce qui suit :

À la suite du vote du Conseil Régional le 22 novembre 2018 de la Stratégie Smart Région (CR 2018-052), le marché public n°1800012 a été notifié le 26 novembre 2018. Ce marché a pour objet la conception, la mise en œuvre, la mise à disposition en mode SaaS et l'accompagnement dans le déploiement d'une plateforme de données territoriales (métier, IoT, spatiales, temps réel) et de modélisation 3D à destination de la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

D'une durée de 2 ans à compter de sa notification, ce marché était renouvelable une fois à l'identique. Il s'est donc achevé le 25 novembre 2022, après 4 ans d'exécution. Fin 2022, ce marché a été renouvelé sans mise en concurrence pour une durée de deux ans, notamment afin d'assurer la continuité de services de la plateforme et des smart services existants et ce, en application de l'article R2122-3-2° du code de la commande publique. Un marché d'exclusivité a alors été passé avec le même groupement titulaire en vue de préparer un environnement propice à une future mise en concurrence. Ce marché d'exclusivité numéro 2200486 a été notifié le 29 novembre 2022

Le titulaire du marché est un groupement conjoint d'entreprises composé de :

- SIRADEL : mandataire
- WAVESTONE : co-traitant

Le groupement titulaire a en outre souhaité faire appel aux sous-traitants suivants :

- CAP COLLECTIF : sous-traitant
- CLOUD SOLUTIONS : sous-traitant
- OPENDATASOFT : sous-traitant
- OUTSCALE : sous-traitant

OBJET DU MARCHE

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

ALLOTISSEMENT

Le marché objet du présent protocole n'est pas alloti.

TRANCHES

Le marché ne fait l'objet d'aucune tranche.

FORME DU MARCHE

Ce marché est un accord-cadre.

Il est défini à prix unitaires. L'accord-cadre s'exécutera par émission de bons de commande successifs selon les besoins, conformément aux dispositions des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique.

DATE DE NOTIFICATION ET DUREE

29 novembre 2022

Date d'exécution des prestations à compter du 1^{er} décembre 2022

D'une durée de deux ans

Suite à la notification de ce marché, 2 bons de commandes (BDC) ont été notifiés incluant des prestations réalisées par la société CLOUD SOLUTIONS. Cependant, cette dernière n'a pas fait l'objet d'un acte de sous-traitance préalable à son intervention conformément au code la commande publique. Au moment du paiement des prestations réalisées, les factures ont donc été rejetées.

Le détail des prestations réalisées par bon de commande par la société CLOUD SOLUTIONS est le suivant :

BDC	Prestations réalisées	Montant
5B	Instance WIMI Web de février 2023 à juin 2023	21 600 € TTC
28B	Instance WIMI Web de Juillet 2023 à janvier 2024	30 240 € TTC
TOTAL		51 840 € TTC

C'est dans ce contexte que, dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du Code civil. Un acte de sous-traitance en bonne et due forme a été notifié le 5 juillet 2023. Le présent protocole ne vise qu'à régler la situation antérieure à la notification de cet acte de sous-traitance.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de régulariser financièrement les prestations effectuées par le sous-traitant CLOUD SOLUTIONS dans le cadre du marché n°2200486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France Smart Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » dans sa première année d'exécution, et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

Le montant dû à la société CLOUD SOLUTIONS au titre du présent protocole est ainsi de 51 840 € TTC (cinquante et un mille huit cent quarante euros toute taxes comprises).

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

La Région concède que les prestations ont bien été réalisées par la société CLOUD SOLUTIONS dans le cadre de bons de commandes notifiés et que la société CLOUD SOLUTIONS doit à ce titre être payé pour l'ensemble de ces prestations.

La société CLOUD SOLUTIONS concède que ces prestations ont été réalisées en l'absence de déclaration de sous-traitance conformément au code la commande

publique et que ce manquement est à l'origine des rejets des factures et retards de paiement.

La société CLOUD SOLUTIONS renonce à exercer à l'encontre de la Région toute action tendant à une quelconque indemnisation et frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre des prestations visées ci-dessus, réalisées au titre des bons de commande 5B et 28B du marché n° 2200486.

ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société CLOUD SOLUTIONS dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole.

A défaut de règlement dans le délai fixé ci-dessus la somme due par la Région au titre du protocole sera majorée des intérêts de droit à compter de la date d'exigibilité de ladite somme.

Chaque partie conservera à sa charge les frais et honoraires qu'elle a été contrainte d'engager pour le règlement de la situation objet de ce protocole.

Le versement sera effectué par la Région.

ARTICLE 4 – RENONCIATION A TOUT RECOURS

La présente transaction règle définitivement et sans réserve la situation financière de la société CLOUD SOLUTIONS.

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature résultant de l'exécution du présent protocole et reconnaît, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code Civil, que le présent accord aura entre elles l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région à la société CLOUD SOLUTIONS, après accomplissement des différentes formalités préalables nécessaires, notamment sa transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 7 – DIVISIBILITE

Si l'une des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches possible des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à _____, le _____

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ».

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente

Pour la société CLOUD SOLUTIONS
Le CEO

Annexe 4 : Protocole transactionnel OPENDATASOFT

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

MARCHE N° 2000486

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien

ENTRE

La Société OPENDATASOFT dont le siège est situé au 50 boulevard Haussmann
Paris 75009, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro
SIRET 53816832900075

Représentée par :
Jean-Marc Lazard, PDG

D'une part,

ET

La REGION ILE-DE-FRANCE
Sise 2 Rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa
Présidente, dûment habilitée à cet effet par une délibération de la Commission
permanente n° CP 2023-332 en date du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Région »

D'autre part.

Au préalable il est exposé ce qui suit :

À la suite du vote du Conseil Régional le 22 novembre 2018 de la Stratégie Smart Région (CR 2018-052), le marché public n°1800012 a été notifié le 26 novembre 2018. Ce marché a pour objet la conception, la mise en œuvre, la mise à disposition en mode SaaS et l'accompagnement dans le déploiement d'une plateforme de données territoriales (métier, IoT, spatiales, temps réel) et de modélisation 3D à destination de la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

D'une durée de 2 ans à compter de sa notification, ce marché était renouvelable une fois à l'identique. Il s'est donc achevé le 25 novembre 2022, après 4 ans d'exécution. Fin 2022, ce marché a été renouvelé sans mise en concurrence pour une durée de deux ans, notamment afin d'assurer la continuité de services de la plateforme et des smart services existants et ce, en application de l'article R2122-3-2° du code de la commande publique. Un marché d'exclusivité a alors été passé avec le même groupement titulaire en vue de préparer un environnement propice à une future mise en concurrence. Ce marché d'exclusivité numéro 2200486 a été notifié le 29 novembre 2022

Le titulaire du marché est un groupement conjoint d'entreprises composé de :

- SIRADEL : mandataire
- WAVESTONE : co-traitant

Le groupement titulaire a en outre souhaité faire appel aux sous-traitants suivants :

- CAP COLLECTIF : sous-traitant
- CLOUD SOLUTIONS : sous-traitant
- OPENDATASOFT : sous-traitant
- OUTSCALE : sous-traitant

OBJET DU MARCHE

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

ALLOTISSEMENT

Le marché objet du présent protocole n'est pas alloti.

TRANCHES

Le marché ne fait l'objet d'aucune tranche.

FORME DU MARCHE

Ce marché est un accord-cadre.

Il est défini à prix unitaires. L'accord-cadre s'exécutera par émission de bons de commande successifs selon les besoins, conformément aux dispositions des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique.

DATE DE NOTIFICATION ET DUREE

29 novembre 2022

Date d'exécution des prestations à compter du 1^{er} décembre 2022

D'une durée de deux ans

Suite à la notification de ce marché, 2 bons de commandes (BDC) ont été notifiés incluant des prestations réalisées par la société OPENDATASOFT. Cependant, cette dernière n'a pas fait l'objet d'un acte de sous-traitance préalable à son intervention conformément au code la commande publique. Au moment du paiement des prestations réalisées, les factures ont donc été rejetées.

Le détail des prestations réalisées par bon de commande par la société OPENDATASOFT est le suivant :

BDC	Prestations réalisées	Montant
5B	Licence d'utilisation de la plateforme ODS du 01/02/2023 au 1/1/2024 <ul style="list-style-type: none">• Nombre de jeux de données : illimité• Nombre de jeux de données du "dataHUB" (fédérés et/ou jointure) : 2100• Nombre de jeux de données du "dataHUB" (fédérés et/ou jointure) : +1500• Taille maximale d'un jeu de données : 5,000,000 d'enregistrements maximum• Nombre appels API/mois : 5000000• SSO (SAMLv2 - OIDC)• Nombre de groupes utilisateurs : 500• 1 sous-domaine• Volumétrie de données structurées brutes : 40Go	165 840 € TTC
	Accompagnement 2023 auprès de la DNISR	9 600€ TTC
6B	Complément à la licence d'utilisation de la plateforme ODS <ul style="list-style-type: none">• Volumétrie de données structurées brutes : +25Go• 2 sous-domaines datailedefrance et datatest-datailedefrance• 2 sous domaines dev-catalogue-geoidf-smartregionidf et catalogue-geoidf-smartregionidf	25 200 € TTC
	Accompagnement pour la migration des domaines datailedefrance et datatest-datailedefrance en sous-domaine de smartregionidf	2 400 €TTC
TOTAL		203 040 € TTC

C'est dans ce contexte que, dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du Code civil. Un acte de sous-traitance en bonne et due forme a été notifié le 12 juillet 2023. Le présent protocole ne vise qu'à régler la situation antérieure à la notification de cet acte de sous-traitance.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de régulariser financièrement les prestations effectuées par le sous-traitant OPENDATASOFT dans le cadre du marché n°2200486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France Smart Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » dans sa première année d'exécution, et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

Le montant dû à la société OPENDATASOFT au titre du présent protocole est ainsi de 203 040 € TTC (deux cent trois mille quarante euros toutes taxes comprises).

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

La Région concède que les prestations ont bien été réalisées par la société OPENDATASOFT dans le cadre de bons de commandes notifiés et que la société OPENDATASOFT doit à ce titre être payée pour l'ensemble de ces prestations.

La société OPENDATASOFT concède que ces prestations ont été réalisées en l'absence de déclaration de sous-traitance conformément au code de la commande publique et que ce manquement est à l'origine des rejets des factures et retards de paiement.

La société OPENDATASOFT renonce à exercer à l'encontre de la Région toute action tendant à une quelconque indemnisation et frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre des prestations visées ci-dessus, réalisées au titre des bons de commande 5B et 6B du marché n° 2200486.

ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société OPENDATASOFT dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole.

A défaut de règlement dans le délai fixé ci-dessus la somme due par la Région au titre du protocole sera majorée des intérêts de droit à compter de la date d'exigibilité de ladite somme.

Chaque partie conservera à sa charge les frais et honoraires qu'elle a été contrainte d'engager pour le règlement de la situation objet de ce protocole.

Le versement sera effectué par la Région.

ARTICLE 4 – RENONCIATION A TOUT RECOURS

La présente transaction règle définitivement et sans réserve la situation financière de la société OPENDATASOFT.

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature résultant de l'exécution du présent protocole et reconnaît, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code Civil, que le présent accord aura entre elles l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région à la société OPENDATASOFT, après accomplissement des différentes formalités préalables nécessaires, notamment sa transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 7 – DIVISIBILITE

Si l'une des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches possible des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à _____, le _____

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ».

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente

Pour la société OPENDATASOFT

Le PDG

Annexe 5 : Protocole transactionnel OUTSCALE

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

MARCHE N° 2000486

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien

ENTRE

La Société OUTSCALE dont le siège est situé au 1 rue royale 92210 Saint-Cloud,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro SIRET
52759449300027

Représentée par :
Philippe Miltin, CEO

D'une part,

ET

La REGION ILE-DE-FRANCE
Sise 2 Rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa
Présidente, dûment habilitée à cet effet par une délibération de la Commission
permanente n° CP 2023-332 en date du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Région »

D'autre part.

Au préalable il est exposé ce qui suit :

À la suite du vote du Conseil Régional le 22 novembre 2018 de la Stratégie Smart Région (CR 2018-052), le marché public n°1800012 a été notifié le 26 novembre 2018. Ce marché a pour objet la conception, la mise en œuvre, la mise à disposition en mode SaaS et l'accompagnement dans le déploiement d'une plateforme de données territoriales (métier, IoT, spatiales, temps réel) et de modélisation 3D à destination de la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

D'une durée de 2 ans à compter de sa notification, ce marché était renouvelable une fois à l'identique. Il s'est donc achevé le 25 novembre 2022, après 4 ans d'exécution. Fin 2022, ce marché a été renouvelé sans mise en concurrence pour une durée de deux ans, notamment afin d'assurer la continuité de services de la plateforme et des smart services existants et ce, en application de l'article R2122-3-2° du code de la commande publique. Un marché d'exclusivité a alors été passé avec le même groupement titulaire en vue de préparer un environnement propice à une future mise en concurrence. Ce marché d'exclusivité numéro 2200486 a été notifié le 29 novembre 2022.

Le titulaire du marché est un groupement conjoint d'entreprises composé de :

- SIRADEL : mandataire
- WAVESTONE : co-traitant

Le groupement titulaire a en outre souhaité faire appel aux sous-traitants suivants :

- CAP COLLECTIF : sous-traitant
- CLOUD SOLUTIONS : sous-traitant
- OPENDATASOFT : sous-traitant
- OUTSCALE : sous-traitant

OBJET DU MARCHE

Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France SMART Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien.

ALLOTISSEMENT

Le marché objet du présent protocole n'est pas alloti.

TRANCHES

Le marché ne fait l'objet d'aucune tranche.

FORME DU MARCHE

Ce marché est un accord-cadre.

Il est défini à prix unitaires. L'accord-cadre s'exécutera par émission de bons de commande successifs selon les besoins, conformément aux dispositions des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique.

DATE DE NOTIFICATION ET DUREE

29 novembre 2022

Date d'exécution des prestations à compter du 1^{er} décembre 2022
D'une durée de deux ans

Suite à la notification de ce marché, 2 bons de commandes (BDC) ont été notifiés incluant des prestations réalisées par la société OUTSCALE. Cependant, cette dernière n'a pas fait l'objet d'un acte de sous-traitance préalable à son intervention conformément au code la commande publique. Au moment du paiement des prestations réalisée, les factures ont donc été rejetées.

Le détail des prestations réalisées par bon de commande par la société OUTSCALE est le suivant :

BDC	Prestations réalisées	Montant
5B	Hébergement de la plateforme sur Outscale + stockage OOS / Hébergement de Février à Juin 2023	90 000 € TTC
28B	Hébergement de la plateforme sur Outscale + stockage OOS / Hébergement de Juillet 2023 à Décembre 2023	108 000 € TTC
TOTAL		198 000 € TTC

C'est dans ce contexte que, dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du Code civil. Un acte de sous-traitance en bonne et due forme a été notifié le 5 juillet 2023. Le présent protocole ne vise qu'à régler la situation antérieure à la notification de cet acte de sous-traitance.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de régulariser financièrement les prestations effectuées par le sous-traitant OUTSCALE dans le cadre du marché n°2200486 relatif à la « Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement de la plateforme Ile-de-France Smart Service – Plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien » dans sa première année d'exécution, et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

Le montant dû à la société OUTSCALE au titre du présent protocole est ainsi de 198 000 € TTC (cent quatre-vingt-dix-huit mille euros toute taxes comprises).

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

La Région concède que les prestations ont bien été réalisées par la société OUTSCALE dans le cadre de bons de commandes notifiés et que la société OUTSCALE doit à ce titre être payé pour l'ensemble de ces prestations.

La société OUTSCALE concède que ces prestations ont été réalisées en l'absence de déclaration de sous-traitance conformément au code la commande publique et que ce manquement est à l'origine des rejets des factures et retards de paiement.

La société OUTSCALE renonce à exercer à l'encontre de la Région toute action tendant à une quelconque indemnisation et frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre des prestations visées ci-dessus, réalisées au titre des bons de commande 5B et 28B du marché n° 2200486.

ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société OUTSCALE dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole.

A défaut de règlement dans le délai fixé ci-dessus la somme due par la Région au titre du protocole sera majorée des intérêts de droit à compter de la date d'exigibilité de ladite somme.

Chaque partie conservera à sa charge les frais et honoraires qu'elle a été contrainte d'engager pour le règlement de la situation objet de ce protocole.

Le versement sera effectué par la Région.

ARTICLE 4 – RENONCIATION A TOUT RECOURS

La présente transaction règle définitivement et sans réserve la situation financière de la société OUTSCALE en ce qui concerne les prestations qu'elle a réalisées au titre des bons de commande 5B et 28B, comme précisé ci-dessus.

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature résultant de l'exécution du présent protocole pour les prestations précitées et reconnaît, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code Civil, que le présent accord aura entre elles l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région à la société OUTSCALE, après accomplissement des différentes formalités préalables nécessaires, notamment sa transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 7 – DIVISIBILITE

Si l'une des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches possible des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à _____, le _____

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ».

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente

Pour la société OUTSCALE
Le CEO